

*l'Anti*capitaliste

N°154 | Mars 2024 | 4,5 €

la revue mensuelle du NPA



POUR L'UNITÉ SYNDICALE



DE NOUVELLES PERSPECTIVES
POUR LA MOBILISATION
POUR LA PALESTINE



RWANDA: LA FRANCE,
« PRINCIPAL ACCÉLÉRATEUR DU
PROCESSUS GÉNOCIDAIRE »



LA SÉPARATION DU NPA ÉTAIT
DEVENUE INÉVITABLE DU FAIT DU
SECTARISME DE SA MINORITÉ

ÉDITORIAL

Édouard Soulier JO, Europe : faisons face au climat raciste 3

PREMIER PLAN

Antoine Larrache De nouvelles perspectives pour la mobilisation pour la Palestine 4

Édouard Soulier La NPA-C, la question nationale et la Palestine 7

Entretien avec Michel « Un autre modèle agricole est possible » 12

Paul Martial Rwanda : la France, « principal accélérateur du processus génocidaire » 15

Volodymyr Ishchenko, Ilya Matveev et Oleg Zhuravlev Le keynésianisme militaire russe : qui profite de la guerre en Ukraine ? 18

Simon Saissac Ministère du travail : de l'unité des syndicats de lutte à la réunification syndicale ? 21

Raphaël Greggan Pour un appel à un nouvel outil syndical 24

LIVRES

Alexander Neumann Oskar Negt (1934-2024) 27

DÉBATS

Antoine Larrache, Christian Varquat, Christine Poupin, Penelope Duggan La séparation du NPA était devenue inévitable du fait du sectarisme de sa minorité 30

Commission cause animale du NPA La libération animale : un projet communiste 33

FOCUS

Commission d'intervention féministe du NPA 8 mars en France : un vent d'espoir dans un contexte de guerre et de reflux des mobilisations 36

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Couverture : Le carré de tête intersyndical : Marylise Léon (CFDT), Laurent Berger (CFDT), Sophie Binet (CGT), Valérie Lesage (URIF CGT), Murielle Guilbert (Solidaires), Simon Duteil (Solidaires), 12^e manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites, 13 avril 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Manifestation pour les droits de femmes, Paris, 8 mars 2024.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER PAR CHÈQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Fabienne Dolet, Thierry Labica, Antoine Larrache, Maya Lavault, Héliène Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société editrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

JO, Europe : faisons face au climat raciste

PAR ÉDOUARD SOULIER

Dans la ligne de mire de ce mois de mars, nous avons les élections européennes et les jeux Olympiques qui sont assez révélateurs du climat raciste et nationaliste de ce début d'année.

Tout d'abord sur les européennes : ce scrutin déclenche peu d'enthousiasme mais a pourtant certains enjeux. La campagne qui se dessine pourrait avoir pour base le renforcement des fondements de l'Europe sur lesquels un grand nombre de pays commencent à s'accorder : le contrôle aux frontières et le maintien mortel et mortifère de la forteresse Europe.

L'EUROPE FORTERESSE, DES CHIFFRES ACCABLANTS

Alors qu'on estime à 8 000 le nombre de personnes qui ont péri durant la traversée de la Méditerranée en 2023, l'Europe forteresse ne cesse d'augmenter le budget militaire de la seule force militaire européenne, Frontex. Un budget colossal – 800 millions d'euros en 2023 – pour organiser la surveillance, le contrôle, le fichage high-tech des migrants. Ce budget permet de créer des murs physiques et de transformer la Méditerranée en cimetière. Frontex sert à organiser le refoulement de milliers de personnes venues d'Afrique mais aussi du Moyen-Orient et notamment maintenant de Gaza. Au sujet des refoulements – illégaux – opérés en mer, la direction de Frontex a été reconnue coupable et le responsable démissionnaire est français et figure en bonne position – troisième – sur la liste RN pour ces élections européennes.

La question des frontières et des migrations est la focale de l'émergence, le renforcement et la consolidation de toutes les organisations d'extrême droite en Europe. La Hongrie, l'Italie mais aussi les Pays-Bas, l'Allemagne et maintenant le Portugal où le parti raciste Chega a fait une percée spectaculaire le 13 mars dernier avec leur slogan « Dieu, patrie, famille et travail » (sic) au parlement national, en multipliant par quatre le nombre de ses députés. Ainsi la question du racisme reste une question

européenne et une lame de fond qui en est la dominante principale y compris dans le soutien quasi unanime à Israël dans son génocide.

LE RACISME RESTE UNE QUESTION FRANÇAISE SPÉCIFIQUE

Lors de l'annonce de la possible prestation de la chanteuse Aya Nakamura pour les jeux Olympiques, une polémique raciste s'est enclenchée, lancée encore une fois par l'extrême droite et relayée par la droite. Cette polémique revient à chaque fois qu'un.e artiste non blanc a l'honneur d'avoir un impact national : le concert de Black M en commémoration des Poilus, Yousoupha en soutien aux Bleus. Il s'agit de classiques des peurs de la droite et de l'extrême droite de laisser penser que des personnes non-blanches puissent représenter la France.

Même si le parti de Macron ne s'est pas laissé piéger et a condamné le racisme contre Aya, il est évident que c'est plus pour se démarquer politiquement que par conviction. Car le gouvernement Macron est clairement à l'origine de l'ambiance raciste qui règne en ce moment, et notamment avec la dernière séquence en date sur la nouvelle loi immigration qui instaurait, avant sa censure par le Conseil constitutionnel, la préférence nationale, en plus d'attaques toujours plus démesurées contre les migrant.es et le droit d'asile.

LA MONTÉE ET LA DOMINATION DU RN DES CONCLUSIONS LOGIQUES

En décembre dernier, un sondage indiquait que 45 % des français-es ne voyaient aucun souci à ce que le RN fasse partie d'un gouvernement ou même dirige le pays. Avec toutes les pincettes qu'il faut prendre sur ce genre de sondage, il est clair que le RN est en position d'obtenir à terme une audience

suffisante pour cela. Il est d'ailleurs prédit en tête du scrutin de juin.

Prétendant défendre les classes populaires, le RN est en réalité sans réelle colonne vertébrale idéologique autre que le suprémacisme blanc. Il peut passer d'un aspect social ou pro business dans le même souffle. Au final, sur ses années d'existence, le seul socle commun est l'immigration et le racisme. Ainsi, toutes les prises de position du RN, notamment par sa présence à l'Assemblée nationale, sont à analyser à l'aune de la préférence nationale et d'un soutien au patronat légèrement déguisé pour paraître populaire : soutien aux revendications salariales mais vote des exonérations de charges et contre l'augmentation du SMIC. Pour les agriculteurs mais contre les normes environnementales qui les protègent, etc.

LE VOTE RN N'EST POURTANT PAS UNE FATALITÉ

Il se nourrit du racisme mis en avant par les gouvernements successifs et accompagné par les médias dominants. Il ne dépend pas d'un effet migratoire car il a été montré que « dans les quartiers ouvriers, le vote en faveur du RN lors du scrutin présidentiel de 2017 est d'autant plus faible que la présence immigrée est forte dans la ville. »¹

Le vote RN est un vote de déclassement social ET racial. Ainsi une lutte vigoureuse contre le racisme en soutien aux personnes des quartiers populaires est une stratégie qui pourrait le faire reculer. Les alliances sont à chercher de ce côté ; contre le racisme et l'islamophobie, contre des JO nationalistes et destructeurs des quartiers, contre l'Europe des frontières et des contrôles migratoires, pour des services publics pour toutes et tous. □

¹ « La figure de l'étranger, ce repoussoir imaginaire : comment le vote RN a évolué », Le Monde, 17 novembre 2023, Anne Chemin.

De nouvelles perspectives pour la mobilisation pour la Palestine

PAR ANTOINE LARRACHE

La mobilisation sur la Palestine en France est à un moment charnière. Elle fait, depuis le début, face à des difficultés importantes. Celles-ci n'ont pas disparu mais des caps sont franchis et nous permettent d'envisager des résultats. Le succès des manifestations du 9 mars doit y contribuer.

Rappelons-nous qu'au début les manifestations étaient interdites, que de nombreux/ses militant-es ont reçu des amendes et subi une répression policière. Plusieurs réunions et diffusions de tracts ont également été interdites, encore récemment, ou ont fait l'objet de campagnes politiques de dénigrement, ou les deux, comme les réunions avec Judith Butler sur l'instrumentalisation de l'antisémitisme. Mais globalement, aujourd'hui, nous pouvons manifester et agir au quotidien avec des diffusions, des collages, des réunions, des manifestations.

LA MOBILISATION A OBTENU DES VICTOIRES POLITIQUES IMPORTANTES

Parmi celles-ci, il y a bien sûr la décision de la Cour internationale de Justice qui a ordonné à Israël de « prendre toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher tout acte constitutif du crime de génocide », « prévenir et punir » toute incitation au génocide et prendre « sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture [...] de l'aide humanitaire requis de toute urgence ». C'est une victoire politique importante, car elle nous permet de qualifier l'attaque comme génocide, dans tous les pays du monde, auprès des masses, qui comprennent la gravité de la situation. D'ailleurs, le pourcentage de personnes considérant Israël de manière

positive a chuté de 18,5 points de pourcentage entre septembre et décembre, l'opinion favorable nette a fortement diminué, de - 39,9 à - 62 au Japon, de - 17,1 à - 29,8 au Royaume-Uni¹. Mais nous n'avons aucune illusion sur ce que la CIJ ou l'ONU pourraient prendre comme mesures coercitives contre Israël. Elles n'en feront rien, d'ailleurs la CIJ ne dispose d'aucun moyen de faire appliquer ses décisions, et la France, les États-Unis ou la Grande-Bretagne n'agiront pas plus. Une seconde victoire politique est le changement de discours de ceux qui nous gouvernent. Alors que Macron et son gouvernement ont justifié pendant des mois l'offensive israélienne, avec le discours habituel selon lequel « Israël a le droit de se défendre », après avoir coupé les financements de l'UNRWA, ils sont maintenant obligés de prendre des distances. Ainsi, Macron sert à Netanyahu des « Vous êtes une démocratie, vous devez respecter le droit humanitaire, le droit de la guerre » et « réponse politique au droit des Palestiniens à avoir un État ». Là encore, ne nous faisons aucune illusion, cela ne conduit pas le gouvernement français à arrêter de vendre des armes à Israël, de multiplier les partenariats économiques, mais cela montre le poids de notre mobilisation. Plus important encore, Joe Biden, sous la pression de la mobilisation aux États-Unis, est contraint à changer de discours.

Tout cela commence à mettre en difficulté le pouvoir de Netanyahu. Biden fait face à la mobilisation de millions de personnes qui refusent de voter pour lui, par le mouvement de non-engagé-es, pour marquer leur opposition à sa politique de soutien à Israël. De peur de perdre la prochaine élection présidentielle, il semble chercher la possibilité d'actions symboliques permettant de regagner ces voix. Parmi ces tentatives, il y a la tentative de décrocher un cessez-le-feu pour négocier des échanges de prisonniers ou soutenir Benny Gantz, ex-chef de l'état-major, membre du cabinet de guerre mais présenté comme un partisan de la création d'un État palestinien, contre Netanyahu qui, lui, s'y refuse absolument. Si, ajouté aux nouvelles accusations contre Netanyahu de la commission d'enquête après la mort de 45 IsraélienNEs dans un pèlerinage, cela permet la chute de son gouvernement, nous aurons obtenu une grande victoire.

En France aussi les choses évoluent, avec le changement de discours du gouvernement, mais surtout un changement d'attitude des directions des organisations du mouvement ouvrier. La CGT et La France insoumise appellent enfin à la mobilisation, et cela pourrait changer beaucoup de choses. D'ailleurs, les manifestations du 9 mars doivent en partie leur succès aux appels à la mobilisation de LFI, de Mélenchon notamment.

DES DIFFICULTÉS QUE NOUS POUVONS FRANCHIR RAPIDEMENT

Tous ces éléments sont extrêmement positifs. Conscients de nos avancées, les sionistes et l'extrême droite mènent une offensive dont l'efficacité sera limitée. En effet, le discours rodé de l'extrême droite contre les défenseurs de la cause palestinienne, assimilé-es à des intégristes et des terroristes, ne porte plus vraiment.

L'offensive des groupes sionistes autour du 8 mars visait à nous diviser. Cela a partiellement réussi avec l'acceptation de la participation de « Nous vivrons » à la manifestation parisienne, par les organisations syndicales essentiellement, mais aussi par une réaction divisée face à cette offensive. Les divergences dans les discours et les moyens de réagir face à de telles offensives ne devraient pas nous diviser, car ces appréciations sont secondaires par rapport au combat commun pour la Palestine. De la tolérance hostile à l'action concrète de rejet, toutes les orientations sont acceptables, et dépendent des rapports de forces militants et politiques... même si notre préférence va à la dernière.

L'offensive sioniste dans le cadre du 8 mars sera rapidement oubliée, d'une part parce que c'est le positif qui domine très largement les manifestations féministes, qui ont toutes pris une dimension internationaliste, et d'autre part parce que les prochaines mobilisations sur la Palestine ne seront pas confrontées à ce problème politique.

Alors bien sûr, les classes dominantes vont continuer à mener la bataille, comme elles le font en prétendant que la réunion de Sciences Po du 12 mars aurait refusé par antisémitisme l'entrée à une militante de l'Union des étudiants juifs de France, organisation connue pour son soutien indéfectible et historique à Israël. Et il va falloir se battre contre les mesures répressives envisagées par la direction de Sciences Po, comme on devra s'opposer à la répression contre les militant·es qui étaient présent·es au moment des affrontements avec « Nous vivrons » lors de la manifestation du 8 mars.

La lutte contre la répression étatique est, depuis le début, une composante incontournable de la mobilisation, même si c'est avant tout autour de leurs objectifs plus généraux que les luttes se construisent, qu'il ne faut pas

céder à la tentation de courir de commissariats en tribunaux au détriment des actions de masse.

QUELS OBJECTIFS POLITIQUES POUR LA SUITE DE LA MOBILISATION ?

Le 9 mars a été une grande réussite, avec des dizaines de milliers de personnes dans la rue. Pour continuer la mobilisation, pendant plusieurs mois, il faut réaffirmer les objectifs politiques de la lutte et travailler les orientations militantes.

En termes d'objectifs politiques, notre combat vise toujours l'arrêt des massacres, à Gaza et à Rafah en particulier, des moyens humanitaires massifs et le retour des réfugié·es. À ces objectifs généraux, les ailes les plus combattives du mouvement ajoutent l'arrêt du colonialisme et de l'apartheid, la libération de toute la Palestine et donc le démantèlement d'Israël en tant qu'État des juifs, ainsi que le soutien inconditionnel à la résistance.

Nous inscrivons notre combat dans un combat plus global contre le racisme, le colonialisme, l'impérialisme, et pour une révolte dans les pays arabes,

à toutes les sanctions internationales possibles contre Israël, la suspension de tous les accords France-Israël et UE-Israël, le jugement des citoyens français portant des armes en Israël, le refus d'accueil des athlètes israéliens aux jeux Olympiques (ou qu'ils et elles concourent sous drapeau neutre) et des sanctions contre toutes les sociétés qui commercent avec Israël.

Un « Guide des entreprises françaises d'armement complices d'Israël » vient d'être publié, rapportant que 69 licences d'exportations d'armes, en 2022, représentaient 358 millions d'euros, avec au premier plan les Airbus, le Commissariat à l'énergie atomique, Dassault, Safran, Thalès et bien d'autres.

QUELS OBJECTIFS MILITANTS ?

Les moyens de mobilisation réguliers sont toujours les mêmes : manifestations de masse, actions plus locales (die-in, veillées, etc.), campagnes de boycott, diffusions de tracts, collages, réunions débat régulières, etc. Il existe encore un débat pour savoir s'il faudrait prioriser tel ou tel mode d'action mais



Le secrétaire d'État Antony J. Blinken rencontre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Tel-Aviv (Israël) le 9 janvier 2024. © Chuck Kennedy, Département d'État.

comme seule solution pour modifier durablement le rapport de forces contre l'impérialisme. En effet, la raison d'être de l'État d'apartheid est d'être l'outil militaire de l'impérialisme dans la région. Combattre et gagner contre cet État équivaldrait à bouleverser la situation globale.

Plus concrètement, il nous faut revendiquer l'arrêt des ventes d'armes à Israël par la France, le soutien de la France

en réalité, chacun est indispensable car c'est leur combinaison qui permet de convaincre largement, donner une visibilité et de la confiance, construire un rapport de forces politique, peser économiquement sur des sociétés comme McDonald's et Carrefour, etc.



Bien sûr, c'est dans les classes populaires que l'on trouve l'énergie nécessaire à la mobilisation. C'est donc en priorité dans les quartiers populaires, les cités et les lieux de travail que l'activité doit être organisée. Regrouper les personnes les plus motivées, voire déjà militantes, dans un quartier, permet de créer une force de lancement pour constituer des collectifs militants capables d'intervenir dans les quartiers puis, petit à petit, dans la jeunesse et sur les lieux de travail.

CONSTRUIRE DES COLLECTIFS

Sur le plan local, nous avons donc besoin de matériel pour mettre en place les actions : autocollants, notamment pour le boycott, affiches dénonçant le génocide, la complicité du pouvoir et la répression, modèles de tracts courts, faciles à

actions locales et actions centrales.

Pour tout cela, les cartels d'organisations sont insuffisants, car leurs rythmes sont trop lents et ils sont pris dans les contradictions des grandes organisations qui craignent de se mettre à dos une partie de leur base. Ainsi, les organisations syndicales mobilisent très peu, en raison des pressions qu'elles subissent : soit de l'appareil d'État, soit de sionistes convaincu-es, soit de militant-es confus, associant le soutien à la Palestine à l'islam, à l'intégrisme, au terrorisme et à l'antisémitisme. Mais on peut constater qu'en réalité, dans le monde du travail, le débat sur la Palestine recoupe les clivages de classe : plus on est haut dans la hiérarchie plus on s'identifie à Israël – et à l'Occident, selon la « compassion narcissique » décrite par Gilbert Achcar – et plus on est en bas de l'échelle, plus on s'identifie à la résistance des Palestinien-nés. Que

mots d'ordre consensuels, de collectifs locaux de mobilisation, à l'image d'Urgence Palestine. Urgence Palestine est le cadre le plus dynamique au niveau national, il cherche à combiner radicalité et cadre large (sans toujours y parvenir, mais l'intention est là), autour de militant-es palestinien-nés pleinement investi-es. Construire cette coordination, au niveau national, permet de donner une cohérence de fond et sur les actions militantes. Et on peut dire que cela fonctionne bien : des collectifs se montent dans plusieurs villes, en particulier en région parisienne.

UN ESPOIR POUR L'HUMANITÉ

Face aux massacres en cours, les Palestinien-nés ont plus que jamais besoin de notre action. Celle-ci se combine avec la résistance, là-bas, qui ralentit l'offensive d'Israël, qui limite les possibilités de deal avec l'Égypte pour expulser les Gazaoui-es.

Et, au-delà, la résistance mondiale travaille les contradictions de la situation. Nous sommes dans un monde en guerre, et les grandes puissances jouent avec le feu et avec nos vies, tout en développant des politiques antisociales sans précédent. David McNally, dans un article à paraître en avril dans *Inprecor*, nous encourage : « Il se pourrait donc que nous soyons confronté-es à une période beaucoup plus longue de mobilisation mondiale de solidarité avec la Palestine. Si cela est vrai, nous devons alors réfléchir à ce à quoi ressemble l'organisation d'un mouvement social sur une période de plusieurs années ». « Nous ne devons pas sous-estimer ce que signifierait un mouvement mondial de solidarité avec la Palestine capable d'une mobilisation du même type et du même niveau que le mouvement contre la guerre du Vietnam pendant des années. »² il explique en quoi, lorsque la classe ouvrière est en difficulté, des luttes politiques de masse peuvent permettre une reconstruction de la gauche et de contestations politiques décisives face à l'ordre bourgeois. À nous d'y contribuer. □



Cortège d'Urgence Palestine Paris 20^e à la manifestation du 9 mars 2024. © NPA / AL

lire, drapeaux, banderoles pour les manifestations ou des déploiements sur les ponts, etc. Il faut collecter de l'argent pour acheter ce matériel, être autonomes. Nous avons besoin aussi d'une présence sur les réseaux sociaux, notamment de vidéos pour toucher les jeunes, argumenter et donner confiance.

Sur le plan national, nous avons besoin de nouvelles échéances : manifestations nationales, manifestations régionales devant les conseils régionaux, à Bruxelles, à Lannemezan en solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah, ou ailleurs. En effet, il faut rythmer, comme dans toute mobilisation, et articuler

les syndicats croient possible d'esquiver la question de la Palestine est un double drame : il est moralement inacceptable de fermer les yeux sur un génocide sous prétexte de garder ses adhérent-es et de toute façon, dans le contexte d'exacerbation des conflits de classe et de montée de l'extrême droite, il est absolument indispensable de donner confiance aux couches populaires du salariat, celles qui doivent former l'avant-garde de la lutte pour les intérêts des exploité-es.

Nous avons donc besoin, en plus des cartels permettant d'obtenir des dates d'actions unitaires sur des

1) « Un nouveau sondage montre à quel point Israël a perdu le soutien de la communauté internationale », Anna Gordon, 17 janvier 2024, Agence Medias Palestine.

2) « Économie mondiale, guerres et perspectives des socialistes en 2024 », Tempest, 11 février et 3 mars 2024.

La NPA-C, la question nationale et la Palestine

PAR ÉDOUARD SOULIER

L'assaut coordonné par les composantes armées des groupes politiques, dont le Hamas, du 7 octobre a été le point de départ d'une série d'événements politiques d'une importance centrale pour la cause palestinienne, la lutte politique internationaliste et anti-impérialiste et sa déclinaison locale sur le racisme et l'islamophobie.

Cette attaque a été le point de départ d'une nouvelle situation de crise en Palestine, et, comme toutes les situations de crise, elle a mis en avant des points de rupture sur l'analyse de cet événement, de ses causes, ses conséquences et évidemment ses perspectives. Le but de cet article est de discuter des positions sur la cause palestinienne en lien avec l'activité dans le mouvement de soutien de différentes composantes de l'extrême gauche de tradition trotskiste, et plus particulièrement celle issue d'une scission de notre propre organisation que nous nommerons le NPA-C.

QUELQUES PRINCIPES

Sans rentrer dans les détails de l'analyse de notre organisation et les nuances qu'il peut y avoir en son sein, il est important de rappeler nos positions qui tiennent en trois points: a) la lutte des Palestiniens et Palestiniennes est une lutte décoloniale anti-impérialiste dans une colonie de peuplement qu'est Israël b) cette lutte et les tactiques déployées par ceux-ci notamment sur place bénéficient de notre soutien inconditionnel mais critique c) cette lutte est anti-impérialiste et a des déclinaisons en France concernant l'antiracisme et l'islamophobie.

Dans une série d'articles parus dans *Révolutionnaires*, dont un dossier intitulé « *La cause palestinienne au cœur de la lutte des classes* »¹, mais aussi dans des résolutions votées par sa direction, le NPA-C a développé une analyse de la lutte des Palestiniens qui est non seulement en désaccord avec certains des principes énoncés ci-dessus, mais

également de tout projet émancipateur palestinien, renvoyant à un futur révolutionnaire comme seule solution à tous les problèmes sur Terre, et en particulier dans cette région.

Pourquoi discuter ces positions ? C'est un enjeu important, non pas pour polémiquer d'organisation à organisation, mais parce que ces positions sont graves et à combattre politiquement. Elles ont un impact direct sur la lutte de solidarité avec la Palestine et la lutte en France contre notre impérialisme et en soutien aux racisés en France qui subissent les politiques dérivées de cette situation.

Bien sûr, il est important de préciser que, comme dans toute organisation, il existe différents points de vue en son sein, et il est possible que des opinions divergentes aient été publiées que nous aurions involontairement ignorées. Il est également possible que des oppositions existent en interne sans droit d'expression : si cet article peut leur être utile, il aura au moins servi à une chose.

LUTTE DÉCOLONIALE

Le premier point qui prête à discussion concerne l'analyse des sociétés israélienne et palestinienne. Évidemment, toute société est divisée en classes, et le NPA-C met énormément l'accent sur cette division. Mais elle n'est pas la seule. Il y a d'autres situations hiérarchiques d'oppression au sein de ces sociétés qui sont structurantes. La situation coloniale en est une. Il y a deux réalités en Palestine : celle d'être une personne juive et celle d'être une personne non-juive.

Les articles successifs dans le journal *Révolutionnaires* montrent une ignorance importante de l'impact de la colonisation sur la vie des Palestiniens. Visiblement les particularités des statuts de colons/colonisés en termes de contraintes matérielles ont l'air d'être complètement ignorées, dans l'absolu, mais également dans le cas de la Palestine. À la lecture des articles, on a l'impression que les auteurs sous-estiment le mur qui existe entre « travailleurs palestiniens et israéliens ». D'une part, ce mur existe bel et bien, et à certains endroits fait 7 mètres de haut et inclut des armes qui tirent automatiquement sur les personnes qui s'en approchent. Il ne s'agit pas que d'une séparation subjective mais bien d'une contrainte matérielle réelle et centrale.

ILLUSIONS ET MYOPIE

Du coup, lorsqu'il est écrit : « *Il serait urgent que les yeux s'ouvrent en Israël sur ce qu'est la réalité de la politique de colonisation* »², il semble bien naïf de croire que cette politique n'est pas connue de la part de l'essentiel de la population israélienne. Et pourtant il s'en trouve à espérer que « *sur ces bases, il n'est pas impossible qu'il y ait, demain, un retournement d'une partie de l'opinion israélienne pour tenter de retenir le bras armé de leurs dirigeants et enrayer ce qu'on peut qualifier de nettoyage ethnique qui se poursuit sous nos yeux* »³. Il n'est pas clair sur quelles bases justement.



Dans les articles cités, les auteurs font référence à deux pays distincts, Israël et la Palestine, chacun ayant ses propres dirigeants (catastrophiques, bourgeois, traîtres et incapables de subvenir aux besoins des populations, comme tout dirigeant) et en font le cœur de la situation. Cette symétrie étatique est réellement dominante dans les écrits cités. Par exemple : « *Les dirigeants israéliens se sont évertués à creuser toujours plus profondément le fossé de sang entre les populations qu'ils prétendent représenter. De leur côté, les dirigeants palestiniens non seulement n'ont pas lutté pour inverser cette tendance, mais ont eux-mêmes contribué à le creuser.* »⁴

DES RÉALITÉS INCOMPARABLES

Jamais Israël n'a prétendu représenter les populations palestiniennes. Israël est une colonie occidentale de peuplement qui crée un fossé colonisateur/colonisé avec la population palestinienne. Comme déjà expliqué, il y a une tout autre réalité pour les Palestiniens. Cette réalité est celle d'un peuple fragmenté ; d'une part, les expériences de vie sont différentes en Israël, en Cisjordanie, à Gaza, à Jérusalem ou dans des camps de réfugiés dans certains pays limitrophes. Cette réalité-là structure tous les aspects de la vie d'une personne palestinienne, et ce, quelle que soit sa position par rapport à l'appareil de production.

En tant que colonie, Israël possède donc les attributs matériels et économiques qui vont le différencier des autres pays de la région ainsi que des populations palestiniennes. Le PIB par habitant en Israël est de 47 k\$ (plus élevé que celui de la France par ailleurs) alors que celui de la Cisjordanie et Gaza (réunis) n'est que de 4 k\$, soit 10 fois moins⁵. Ce dernier PIB est d'ailleurs très proche des autres pays de la région. Sans le financement colonial et le soutien militaire et financier, jamais les habitant-es d'Israël ne pourraient prétendre à un niveau de vie aussi élevé.

Les États-Unis à eux seuls donnent 5 milliards de dollars par an à Israël, qui a un accès privilégié à un marché et des réductions sur les armes. Une loi américaine de 2008 oblige le ministère des armées à fournir ou vendre

des armes à Israël en qualité au moins égale à celles vendues aux pays voisins pour maintenir son *military edge* sur les autres. Non content de vendre des F35 aux Émirats arabes unis, les USA sont « obligés » de fournir des équipements équivalents à Israël pour s'assurer que ce pays domine militairement tous les pays autour. Le *Iron Dome* israélien, une protection ultrasophistiquée contre les bombardements, rendant virtuellement Israël invulnérable (tant qu'il y a des munitions), est issu d'une collaboration militaire avec les US et est en partie financé par le budget américain. Chaque attaque de roquettes diminue le stock qui doit être refinancé via un vote par le Congrès américain, comme cela a été le cas en 2021 ! Du fait de la militarisation de la société, les produits israéliens phares sont l'armement, les méthodes de surveillance et les méthodes de contrôle de frontières. La marque de fabrique d'Israël est qu'ils sont *battle tested* sur les Palestiniens, ce qui leur donne un avantage sur le marché de ces technologies. Loin de provoquer la pauvreté des Israéliens comme sous-entendu⁵, le commerce des armes, les technologies de pointe exportées à l'international, les talents de contrôle militaire sur la vie des Palestiniens, sont autant de sources de revenus qui permettent aux Israéliens un niveau de vie de type occidental. Sans cette position coloniale dominante et entièrement dépendante des financements occidentaux, Israël ne serait pas un îlot de prospérité dans un océan de misère.

LA PLACE D'ISRAËL DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

D'ailleurs, sans présager des politiques des dirigeants des pays arabes, qui ont leur part de responsabilités, l'existence d'une telle entité militaire israélienne a également structuré toutes les politiques, notamment militaires, des pays voisins. La course aux armements déloyale est ainsi en partie l'une des raisons de la pauvreté et du retard économique et politique : tous ces pays devant se positionner devant un adversaire surarmé et bénéficiant d'une impunité totale.

En effet, Israël a bafoué un nombre incalculable de lois internationales et a passé outre tous les embargos possibles. De la vente d'armes à l'Afrique du Sud sous embargo à la vente d'armes en Azerbaïdjan pour soutenir l'épuration ethnique au Haut Karabagh, Israël

utilise sa position d'État incontrôlable pour être au centre d'activités militaires et de renseignements douteuses, des boîtes privées de logiciels espions aux méthodes de barbouzes totalement hors des clous.

De plus, Israël bénéficie d'accords de libre-échange avec l'Europe : maintes fois renouvelés, ces accords lui donnent un important avantage économique, notamment en termes de produits maraîchers, faisant comme si ce pays était européen. Il s'agit d'un volume d'échanges de 18 milliards d'euros en import et de 27 milliards d'euros en export chaque année. Cette situation coloniale permet à un pays comme Israël d'avoir un niveau de vie élevé et donc matériellement les citoyens israéliens bénéficient de ce soutien colonial permanent et de la colonisation. La subjugation permanente du peuple palestinien bénéficie donc directement aux citoyens israéliens.

LA RÉALITÉ DE L'APARTHEID

Plus fondamentalement, plusieurs rapports internationaux ont pointé l'état d'apartheid généralisé en Israël, via la fragmentation du territoire, les murs de séparation, l'application de la loi militaire. La vie des Palestiniens est entièrement soumise à ce régime militaire. Même pour les Palestiniens vivant en Israël, la situation est similaire à un développement séparé : le revenu moyen d'une personne juive est presque deux fois celui d'une personne palestinienne. La mortalité infantile des Arabes est 2,5 fois celle des juifs. Il y a cinq ans de différence d'espérance de vie entre les deux groupes.⁶ 18 des 20 villes les plus pauvres sont des villes arabes et c'est sans compter les restrictions sur le logement, les permis de construire, les rapprochements de conjoints, etc. Le service militaire obligatoire – qui consiste essentiellement à contrôler/tuer les populations des territoires occupés – ne l'est pas pour les Palestiniens, pour ces raisons. Ainsi, il est clair que matériellement une personne juive a plus à perdre dans la fin de la domination coloniale qu'une personne arabe. La situation est bien résumée dans le livre de Joseph Daher : « *Cela signifie-t-il que les Palestiniens ne doivent pas chercher la solidarité avec les secteurs progressistes de la classe ouvrière israélienne ? Bien sûr que non. Des exemples de solidarité à petite échelle existent, mais ils sont rares.* »

Il est difficile d'imaginer qu'en l'état, ils puissent représenter un contrepoids au modèle écrasant d'unité ethno-nationaliste des travailleurs israéliens avec l'État sioniste. Une stratégie axée sur la construction d'une unité de la classe ouvrière contre le sionisme entre les travailleurs/ses israélien·nes et palestinien·nes est donc irréaliste ».⁷

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ET SES ORGANISATIONS

Un deuxième point qui pose problème repose sur le fait que dans les textes du NPA-C, la lutte de libération nationale, sous toutes ses formes, est à bannir et est même considérée comme un frein à la lutte. Ainsi, de telles positions cachent aussi une perception curieuse de la lutte des Palestinien·nes elleux-mêmes. Les aspirations nationales et la lutte de libération seraient des manifestations du « chauvinisme » et ce chauvinisme acquiert une symétrie avec le chauvinisme juif, c'est-à-dire le sionisme. Cette symétrie fait que la préoccupation principale des Palestinien·nes devrait être la lutte contre leur bourgeoisie (c'est-à-dire le Fatah et le Hamas) et pas contre Israël!

Nous avons déjà évoqué le regret candide que la classe ouvrière israélienne ne soutienne pas les Palestinien·nes; la symétrie de cette assertion est que les Palestinien·nes quant à elleux ne lutteraient pas assez contre leurs propres organisations qui les emmèneraient droit dans le mur. La tradition de lutte pour les droits des Palestinien·nes fait l'objet de critiques (et il y en a) mais d'aucun soutien. Dans cette conception, la résistance palestinienne, puisqu'elle défend en creux un projet national de libération, et donc pas un projet socialiste d'émancipation globale, serait nécessairement un projet (petit) bourgeois, quelles que soient les organisations qui le dirigent.

Du coup, le peuple palestinien perd complètement son agentivité et doit apprendre à « bien lutter » car il est dominé par des groupes réactionnaires. Il est assez révélateur que, sur les décennies de résistance du peuple palestinien contre la colonisation, le NPA-C n'évoque la lutte des Palestinien·nes que lorsque celle-ci concerne les manifestations d'habitant·es de Gaza contre le Hamas en 2021⁸. La grève générale de 2021, pourtant exemplaire malgré son faible impact sur



Manifestation à Paris le 9 mars 2024.
© Photothèque du mouvement social

l'économie israélienne, n'est évoquée que pour montrer le rôle antigrevé du Hamas. Ce qui est incroyable venant d'un courant qui ne cesse d'appeler à la grève générale, quelles que soient les circonstances, on en conviendra! De la même façon, les Intifadas – surtout la première – sont réduites à des gamins qui jettent des pierres et pas comme les mouvements massifs de toute la société palestinienne qu'elles ont été. Enfin, les marches pour le retour organisées – pourtant pas par le Hamas – à partir d'avril 2018 à Gaza ne sont jamais évoquées.

UNE ANALYSE ISLAMOPHOBE DU HAMAS

D'ailleurs, on n'en saura pas beaucoup sur ces fameux groupes réactionnaires. Dans un article complet sur le Hamas⁹, les analyses ressemblent plus à des séries d'adjectifs alignés les uns à la suite des autres, et « applicables » à tous les mouvements islamistes, qu'à une analyse sérieuse de ce groupe. Le rôle du Hamas dans les structures humanitaires et sociales depuis le début des années 1980, son rôle dans les Intifadas et sa position sur Oslo, et donc ce qui a fait son succès parmi la population palestinienne, ne sont pas évoqués. De l'évolution d'organisation d'opposition à son rôle dans l'organisation réelle à Gaza, avec les hauts et bas du soutien populaire qui en résultent, de tout cela, on ne saura rien. Mais à en croire l'auteur, l'objectif historique du Hamas est de récolter l'argent du Qatar: « *Au pouvoir, ils ont dévoilé leur vrai visage, celui de partis bourgeois, antidémocratiques, au service d'une*

minorité d'exploiteurs prêts à s'accommoder de l'oppression de leur peuple ». Notons qu'ici, on parle du pouvoir à Gaza comme si c'était un État souverain autonome. Il y aurait bien sûr des choses à dire sur les aspects de classe d'un groupe politique passé à la lutte armée dans un contexte colonial. Ce texte ne nous apprendra rien de tel. Même pas une critique de la stratégie: lutte armée, attentats, etc. comme si ces groupes étaient suspendus dans le vide et avaient juste le label « bourgeois ».

Nous notons en passant, d'ailleurs, que seuls le Hamas et le Jihad islamique ont droit aux vocables « réactionnaires » et « obscurantistes », mais jamais les dirigeants Israéliens qui utilisent les propos religieux pour justifier un génocide. Les dirigeants Israéliens ont un objectif politique et une stratégie pour y arriver, mais pas les organisations influencées par l'islam.

OÙ L'ON VOIT DES PARTIS BOURGEOIS PARTOUT

Sur l'OLP la même condescendance est de mise¹⁰: dans cet article qu'on pense critique de la stratégie de la lutte armée, l'auteur ne fait que retracer la série de trahisons des dirigeants arabes et des massacres organisés par Israël. Tantôt on apprend que les troupes d'Arafat ne servent à rien, tantôt on comprend qu'elles auraient été utiles pour l'autodéfense contre... Israël... Il s'en suit la même analyse sur l'autorité



palestinienne, qui serait semblable au Hamas, dans la mesure où le rôle historique de l'OLP serait d'exploiter les travailleurs palestiniens.

Il y a évidemment des critiques importantes à faire sur la stratégie de l'OLP, notamment sa stratégie de conciliation avec les dirigeants arabes, mais axer toute l'analyse sur une dynamique individuelle d'enrichissement personnel pour expliquer l'orientation de l'OLP d'Arafat n'est clairement pas sérieux. Il faut expliquer bien plutôt que la faillite d'Oslo repose sur Israël – qui n'a jamais voulu d'un État palestinien – et que l'OLP, qui n'avait pas de stratégie alternative, a accepté ses conditions. Le fait est que l'OLP s'est transformée en suppléant de l'armée israélienne dans une dynamique de collaboration. Là encore, il faudrait une vraie analyse de classe pour comprendre le rôle complexe de l'autorité palestinienne dans un État qui n'en est pas un. Résumer cela en « parti bourgeois » est d'une paresse intellectuelle catastrophique.

DE LA CRITIQUE SECTAIRE À L'OPPORTUNISME

De manière générale, et plus dramatiquement, aucune alternative n'est dessinée, ni même proposée. Visiblement la résistance palestinienne contre l'occupation et l'apartheid est vouée à l'échec tant que les masses laborieuses israéliennes (et même l'armée d'ailleurs) ne seront pas en lutte et en solidarité. Mais aucune analyse sur ce que doivent faire les masses israéliennes n'est proposée. Et comme on l'a vu, cela est lié à une surestimation constante de l'opposition anticoloniale au sein de la société israélienne. Il y a la même naïveté sur la Histadrout, qui est un syndicat raciste dont l'existence et l'histoire sont intimement liées au sionisme et à la domination sur les Palestiniens. Et on retrouve une analyse similaire sur les mouvements contre la réforme judiciaire de Netanyahu en 2023, dans lesquels les tentatives d'inclure la question palestinienne se sont retrouvées marginalisées et aussi réprimées, y compris à l'intérieur même du mouvement.

De l'autre côté, les travailleurs palestiniens sont sous *lockdown* permanent en Cisjordanie depuis le

7 octobre. Contrairement à d'autres situations coloniales, le capitalisme israélien a très peu besoin de la main d'œuvre palestinienne, ce qui laisse peu de marge d'action en autonomie pour la classe ouvrière palestinienne. D'autres classes peuvent être par ailleurs amenées à jouer un rôle important. En effet, un autre aspect matériel de la colonisation est le contrôle de la terre, et ainsi l'une des cibles sont les paysans palestiniens. Là aussi, la question paysanne est centrale et il s'agit d'une question territoriale. Il y a donc une importance cruciale de développer une solidarité internationale et une pression de l'extérieur.

Cette pression consiste à organiser les manifestations et le mouvement en solidarité avec les Palestiniens et contre Macron, l'Europe et l'impérialisme.

UNE INCOMPRÉHENSION COMPLÈTE DES DYNAMIQUES DE MOBILISATION

Il y a évidemment accord avec le NPA-C sur la nécessité d'un mouvement de masse de solidarité, mais dans sa résolution du 9/10 décembre concernant la Palestine, il fait l'analyse supplémentaire¹¹ :

« Le refus de dépasser politiquement la perspective nationaliste palestinienne présente deux obstacles à l'amplification de la mobilisation. D'abord, au nom du soutien à la "résistance", il interdit toute critique des perspectives obscurantistes et réactionnaires du Hamas d'un côté, et de l'adaptation du Fatah aux conditions criminelles d'Oslo de l'autre. [...] D'autre part, en limitant les manifestations à une solidarité à apporter à cette perspective nationaliste, cette politique ne permet pas de mobiliser largement les travailleurs en général, sur la base de la défense de leurs intérêts propres face à la barbarie impérialiste. »

La faible mobilisation en France serait due aux ambiguïtés des organisations palestiniennes sur la lutte de libération nationale. Parce qu'il ne s'agit pas d'une ligne de classe (on vient de voir ce que ça veut dire dans le cas concret de la Palestine) la mobilisation ne pourrait pas s'étendre auprès des travailleurs/ses. Est-ce la réelle raison de la faible mobilisation ? N'est-ce pas la répression depuis 2014, les lois islamophobes et de surveillance contre le « séparatisme » qui contraignent

les milieux musulmans à ne pas faire de politique (à l'opposé par exemple de l'Angleterre où la mobilisation est massive) ? La question du nationalisme palestinien – qui revient juste à exister en tant que peuple dans ce cas précis – est *justement* le socle minimal des revendications et la dynamique du mouvement. D'ailleurs au milieu de ce paragraphe on retrouve :

« Il interdit donc de dénoncer l'amalgame entre le soutien aux luttes des Palestiniens et l'apologie du Hamas, ce qui constitue un obstacle sérieux à participer aux manifestations, notamment dans les milieux d'origines arabes. » Il faut avoir été loin des discussions, et y compris des milieux racisés, pour ne pas voir que c'est exactement l'inverse. Les positions qui posent comme préalable le côté réactionnaire et condamnable des organisations palestiniennes n'ont en général pas le soutien des communautés arabes en France. D'ailleurs lors des manifs il s'agit de loin de la population la plus représentée.

FERMÉS AUX LUTTES MENÉES PAR LES PREMIER-ES CONCERNÉ-ES

Nous n'avons pas les mêmes méthodes d'intervention et le NPA-C ne défend pas dans les luttes de solidarité internationale ni dans les luttes sur les oppressions spécifiques (qu'il appelle luttes autonomes) la mise en avant des personnes concernées. Théorisé sous la forme du « concernisme », cela mène inévitablement, dans le cas qui nous concerne, à des analyses qui sont détachées de la réalité, paternalistes et même curieusement idéalistes, au sens où les réalités matérielles des personnes ne sont pas prises en compte.

Un exemple parmi tant d'autres qui caractérise ces analyses : le NPA-C a produit un article d'analyse sur la campagne BDS (boycott désinvestissement sanctions) issue de la société civile palestinienne¹². Le NPA est membre fondateur de la campagne BDS depuis sa création en France en 2009. Il a organisé des formations, topos et des dizaines d'articles sur ce mouvement de la lutte de solidarité avec la Palestine. Il existe des liens forts entre BDS et le NPA. Le NPA-C qui en est une scission est pourtant capable de publier une analyse qui reprend les poncifs les plus énormes sur cette campagne : d'abord une focalisation sur le boycott individuel,

sa délégitimation via la négation de son impact dans la chute du régime d'apartheid en Afrique du Sud (sans vraiment apporter ni de sources ni de preuves d'ailleurs), une présentation paternaliste sur le « capitalisme qui a plus d'un tour dans son sac ». Et pour finir, encore cette empathie pour les masses israéliennes qui subiraient les conséquences d'un boycott. On en déduit du coup que les sanctions ne sont pas non plus à l'ordre du jour pour ces mêmes raisons. Il aurait suffi de consulter le site web de la campagne pour essayer de comprendre la démarche et faire de réelles critiques.

PRENDRE AU SÉRIEUX LA QUESTION

Pour résumer, même si le NPA-C reprend certaines des analyses de notre courant, notamment historiques, il n'en tire en règle générale aucune conclusion pratique ni même théorique. La fin d'un État colonial, d'un État d'apartheid n'est même pas revendiquée. L'essentiel des efforts de justice sont mis sur les épaules du peuple palestinien, qui s'est trompé et aurait dû en appeler à la conscience de classes des travailleurs israélien-nes ! Mais évidemment, aucune analyse de ce type côté israélien...

Quasiment aucun travail non plus n'est réellement fait sur la gauche israélienne ou ses versions anticoloniales (probablement parce qu'elle est quasi inexistante à l'heure actuelle, malheureusement, mais encore faudrait-il en tenir compte). Toute l'histoire du mouvement de résistance est réduite à ses dirigeants, et même l'analyse de soulèvements comme l'Intifada est résumée à des images romantiques.

Nous n'avons donc malheureusement pas grand-chose à commenter sur ces positions tant elles semblent loin de la réalité opérationnelle et ne servent même pas un but propagandiste, si ce n'est que la lutte de libération nationale, qui par nature est une *alliance temporaire* avec la (petite) bourgeoisie locale contre l'impérialisme, est critiquée *en soi*. L'exemple ultra violent de cet aspect dans le cas palestinien fait que le NPA-C n'a pas grand-chose à dire politiquement sur cette lutte. Pour l'ensemble de ces textes, l'analyse de la situation est au mieux parcellaire, au pire paresseuse.

La solidarité avec le peuple palestinien est une lutte d'une importance centrale dans le contexte mondial et mérite toute notre attention. Le NPA-C ne la prend pas assez au sérieux. □

1) « Dossier: la cause palestinienne au cœur de la lutte de classes », sur le site du NPA-C nouveauantiparticipantaliste.fr

2) « Israël-Palestine: quelles perspectives ? », Jean-Jacques Franquier, 8 novembre 2023, nouveauantiparticipantaliste.fr.

3) *ibid.*

4) *ibid.* Voir également l'intervention de Mathis du NPA-Jeunes à la réunion publique du 19 décembre 2023 : « On a tout à espérer que ces organisations réunissant des milliers de Palestiniens et Israéliens réussissent à infléchir les mentalités de la population israélienne, alors que le gouvernement l'entraîne dans une impasse meurtrière ».

5) <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=PS>

6) « Arab Israelis have less income, die younger than Jewish peers, data shows », *Toi Staff*, Times of Israel, 20 juin 2023.

7) J. Daher La question palestinienne et le marxisme. Editions la Brèche 2024

8) Une phrase ou deux par-ci par-là soit pour dénoncer le Hamas – *sic cf.* la deuxième référence de la note 4 – soit pour parler des « arabes israéliens » (*re-sic*) sur les logements dans « La cause palestinienne au cœur de la lutte de classe », Olivier Belin, 8 novembre 2023, nouveauantiparticipantaliste.fr

9) « Le Hamas au pouvoir, un gouvernement capitaliste rentier et autoritaire sous-produit de l'oppression israélienne » Jean-Baptiste Pelé, 8 novembre 2023, nouveauantiparticipantaliste.fr.

10) « L'OLP, d'une organisation de lutte au rôle de gestionnaire de la misère » Olivier Belin, 8 novembre 2023, nouveauantiparticipantaliste.fr.

11) « Actualisation de notre orientation concernant l'intervention sur la situation en Palestine », Résolution du CPN du NPA-C le 11 décembre 2023.

12) « Lutte contre les crimes de l'État d'Israël – À propos de BDS », Martin Eraud le 28 janvier 2024 nouveauantiparticipantaliste.fr



Manifestation à Paris le 9 mars 2024.
© Photothèque du mouvement social

« Un autre modèle agricole est possible »

ENTRETIEN AVEC MICHEL

Confronté à une forte concurrence des prix des produits alimentaires et à une grave crise économique, le monde de l'agriculture s'est mobilisé dans plusieurs pays européens. Les tracteurs sont descendus dans la rue, ont bloqué les axes routiers pendant plusieurs semaines et se sont rendus jusqu'à Bruxelles où se décident les règles de la politique agricole de l'Union européenne. Si la comparaison avec les mouvements des Bonnets rouges et des Gilets jaunes est souvent évoquée par les médias, le mouvement des agriculteurs présente de nombreuses spécificités et ses causes ne sont pas nouvelles. Pour essayer de le comprendre, nous avons échangé avec Michel, un camarade agriculteur membre de la Confédération paysanne.

Pourrais-tu te présenter brièvement ?

J'ai 66 ans et je suis à la retraite après 42 années d'activité agricole. J'étais éleveur avec mon épouse puisque c'était une vie à deux à la ferme. Je ne suis pas issu du milieu agricole, je suis la première génération de ma famille à être agricole. Mes deux fils sont associés et ont repris la ferme. Tout se passe très bien dans le meilleur des mondes, il n'y a pas de soucis !

L'Europe a été récemment secouée par le mouvement des agriculteurs, on parle aussi de la révolte des tracteurs car le mode d'action a avant tout été celui du blocage des axes routiers comme dans le cas récent des Gilets jaunes. Que peux-tu nous dire de ce mouvement ?

En fait ce mouvement est l'expression d'un malaise profond qui existe dans l'agriculture depuis trente ans déjà. Ce qui se passe c'est qu'on demande de plus en plus de productivité aux agriculteurs et donc les plus petits sont éliminés depuis longtemps tandis que les moyens sont ceux qui sont en train

de sortir actuellement car ils sont en grande difficulté ; les seuls à survivre sont les gros, ceux qui ont énormément de superficie. Comme preuve, il suffit de regarder autour de nous, on n'a plus de fermes autour de chez nous, nos voisins ont disparu.

La détresse existe et ce n'est donc pas quelque chose de nouveau. Il ne faut pas attendre un miracle car c'est tout le système qui doit être revu et c'est aux agriculteurs de se reprendre en main et de ne plus faire confiance aux coopératives et aux banques. En fait, celles qu'on appelle coopératives sont désormais des organismes financiers qui gagnent de l'argent sur le dos des agriculteurs.

Tu évoques les différences entre les petits, les moyens et les grosses exploitations. J'ai l'impression que, dans ce mouvement, la plus grande difficulté est due à sa composition hétérogène où l'on retrouve des catégories d'agriculteurs et d'agricultrices dont les intérêts peuvent être contradictoires. Est-ce que cela peut

constituer un obstacle à la formulation de revendications communes ?

En fait, les aides européennes sont versées à l'hectare, donc celui qui a le plus de surface a le plus d'aides. À la Confédération paysanne, on a toujours demandé à ce que les aides soient versées au travailleur humain. Cela était une revendication importante et aurait pu être une façon de gérer l'agriculture en France mais la FNSEA, qui est aux manettes depuis plusieurs années, ne veut pas entendre parler de ça.

Il y a toutes sortes d'agriculteurs, c'est vrai, mais il y a aussi un discours populiste et en ce moment c'est la grosse bagarre entre la FNSEA et la Coordination rurale, un challenger qui se positionne encore plus à droite que la FNSEA.

Il est également vrai que, dans ces syndicats, il y a des gens qui ne sont pas politisés et qui suivent un mouvement de révolte parce qu'ils sont dans des conditions difficiles, socialement et professionnellement. Les discours politiques populistes ont malheureusement toujours été payants quand les

gens souffrent et c'est un peu ce qui se passe en ce moment.

Il y a donc un risque que ces agriculteurs se tournent vers les discours souverainistes qui dominent en ce moment dans plusieurs pays européens.

Oui c'est ça. Ça revient aussi au fait de dire « les étrangers dehors ». On peut faire un amalgame de tout ça car la Coordination rurale, qu'on a beaucoup vue à la télévision dans les reportages, mettait en avant aux dernières élections un discours du type « nous n'avons jamais été à la direction, laissez-nous notre chance de gouverner ». Il n'ont rien de nouveau à apporter mais ils veulent juste prendre la place de la FNSEA. Le fait que les requins se bouffent entre eux n'est pas très surprenant mais le gros problème est celui de la transmission en agriculture car en fait, les fermes, pour arriver à un revenu correct, s'agrandissent sans cesse et cet agrandissement fait que l'outil ne devient plus accessible à des jeunes qui veulent s'installer.

Alors ils ont trouvé une parade : ils emmènent les financiers, qui trouvent une valeur refuge dans le foncier en provoquant une spéculation.

Le système capitaliste est en train de rentrer et il dépossède les paysans de la terre.

Il y a donc un gros problème d'acaparement de la terre qui est aussi souligné par une partie du mouvement écologiste et de la jeunesse comme chez les Soulèvement de la terre qui revendiquent l'accès à la terre et la défense des biens communs naturels comme l'eau.

Il y a une chose aussi qu'il faudrait relever, c'est que les étudiantEs des écoles d'agriculture, qui sont pour la plupart non issues des milieux agricoles, sont épouvanté-es par ce qui se passe actuellement dans le secteur. Épouvanté-es par le fait que le mot d'ordre dans les manifestations est la productivité avant tout, tandis que les jeunes cherchent un autre sens à donner à leur vie. Il y a un gouffre entre,

d'un côté, la génération qui va arriver et qui voit l'agriculture comme un moyen d'alimenter les gens, de bien les nourrir et de faire partie d'une société plus vivable ; et de l'autre côté, cette agriculture productiviste qui veut tout tuer, puisqu'ils prennent l'eau, veulent traiter leurs cultures avec des substances nocives... Le plan Écophyto¹ est un exemple emblématique : il prévoyait de réduire les produits phytosanitaires, des sommes très importantes ont été déployées, de l'argent public, et tout ça pour après dire qu'on ne l'utilise plus et qu'on passe à autre chose. C'est déjà un constat d'échec. En plus, avec cet argent-là, et je ne suis pas le seul à le penser, on aurait pu mettre en place une autre agriculture.

Dans ce que tu dis, on entrevoit deux mondes inconciliables.

Oui, c'est l'ancien monde et le nouveau. Pour que le nouveau arrive, j'espère qu'il n'arrivera pas trop tard, pour qu'il se mette en place, il faut des années et c'est la difficulté que nous rencontrons.

La Confédération paysanne porte des revendications progressistes comme par exemple la mise en place d'un SMIC agricole déconnecté de la productivité. Est-ce que cela pourrait faire son chemin dans les consciences ?

Actuellement, les décideurs qui sont au pouvoir ne veulent pas entendre ce genre de choses. En fait, la seule

solution est que les paysans et les paysannes s'émancipent de ce système et arrivent à faire de la valeur ajoutée sur leur production et à en capter un maximum.

Le circuit court est donc une priorité, et même si on m'a dit que tout le monde ne sera pas dans le circuit court, ça marche plutôt bien et il y a plein de choses qu'on peut encore inventer.

Ce n'est pas un ancien comme moi qui doit le dire, ce sont des jeunes qui doivent inventer des nouveaux partenariats avec le consommateur.

Ils disent que la France doit être un pays exportateur mais je ne suis pas persuadé de ça. Je pense qu'il faut d'abord que les gens, que les Français-es et les voisins des Français-es, mangent bien, une nourriture qui a du sens sans courir après la concurrence des prix sur des marchés où, de toutes façons, les multinationales seront les grandes gagnantes.

Les agriculteurs sont aussi allés deux fois à Bruxelles pour s'en prendre à la Communauté européenne et à sa politique agricole.

Personnellement, je n'ai pas envie de me bagarrer avec mes voisins européens, je serai même plutôt allé vers eux pour connaître leur agriculture. On a chacun nos spécificités, on a des identités différentes. Évidemment si on fait tous le même poulet il va y avoir une distorsion au niveau de la concurrence mais je crois qu'il faut faire des produits qui ont une plus forte identité.



Rassemblement organisé par la Confédération paysanne, Paris, 2 mars 2024. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Il faut travailler sur la base de la qualité, pas sur celle d'une éventuelle exportation des produits. Dans ce contexte, le plus gros défi est de rendre accessible la qualité à tous et à toutes. C'est le plus gros travail que l'on doit faire. Et c'est pour ça qu'on préfère se battre sur la Sécurité sociale de l'alimentation qui devrait

mettre les gens en concurrence. Nous devons porter un discours social qui puisse contrer ce qui est dit dans tous les médias actuellement. Je pense qu'il y a un espace pour développer un autre discours qui permette de construire ensemble une alternative. Il est donc important d'avoir une présence et de faire entendre une voix dissonante.

Il a été difficile pour nos camarades



Rassemblement paysan à l'appel notamment de la Confédération paysanne pour dénoncer l'utilisation d'OGM dans l'agriculture. © Photothèque Rouge

avoir ce rôle de rendre la qualité universellement accessible.

Au contraire, les discours qu'on entendait étaient plutôt axés sur la mise en concurrence entre les différents pays. Dans un système fondé sur la compétition, la tentation est forte de s'en prendre aux autres. Quel est le programme que nous pourrions défendre pour l'agriculture aux prochaines élections européennes ?

Il y a des discours de haine mais là-dessus on ne peut rien construire de solide. Il faut construire une politique agricole basée sur l'humain, c'est ça qui est le plus important. C'est ce qu'on a toujours dit au NPA, ce sont les valeurs humaines qui sont importantes et non pas les valeurs économiques. Bien que pas très suivies par les citoyens, les élections européennes sont importantes parce que ça va déterminer beaucoup de choses de notre vie quotidienne.

Le NPA devra défendre des valeurs plus humaines afin d'arrêter de

qui ne sont pas issues du monde agricole d'intervenir dans ce mouvement et de se joindre aux blocages.

Oui, ça ne m'étonne pas. Ce qui m'a frappé, c'était tous ces gros tracteurs qui représentent des sommes d'argent incroyables que je n'aurai jamais. Mais ce n'est pas ce que je veux. Sur ce genre d'engins, tu as un endettement astronomique. Il y a un lobby aussi derrière.

On essaye d'attirer les jeunes, « regardez ces tracteurs, ils sont connectés », alors que c'est juste un miroir aux alouettes. On leur fait miroiter des choses, ils s'installent et après ils se retrouvent sans revenus.

Il faut arrêter de croire à tout ça, il faut du bon sens, il faut retrouver d'autres valeurs que les valeurs portées par ces marchands de tracteurs et par les lobbies productivistes qui sont aujourd'hui très puissants. Il y a beaucoup d'intérêts dans tout ce qui est pesticides et produits chimiques, y compris dans toute la gamme technologique des engins de l'agriculture. Macron avait dit que c'était une

agriculture connectée! Qu'il fallait y aller, évidemment. Tout ça, ça emmène les candidat-es à l'installation à se tromper de chemin. Et une fois qu'on est engagé-es financièrement, c'est très difficile de reprendre sa liberté et de recommencer autre chose. Donc toutes ces contradictions font partie du désespoir qui a été montré à la télévision; il y a aussi beaucoup de gens qui ont été trompés par ce système capitaliste. Et c'est sur la misère que le populisme se nourrit même si le monde agricole est de moins en moins nombreux et donc ça ne représente pas tant que ça d'électeurs et électrices.

Comment penses-tu que le NPA pourrait intervenir pour essayer de réorienter d'une façon progressiste ce type de mouvement dans les futur ?

Je pense qu'il faudrait dire qu'un revenu c'est quelque chose de normal et que le travail doit être rémunéré, ce n'est pas normal qu'il y ait des gens qui travaillent pour rien. Nous devrions lutter pour le partage du travail y compris dans le monde agricole. Mais pour que chaque paysan et paysanne puisse y avoir droit il faut changer le système actuel parce qu'il ne sera jamais capable de donner un revenu à tous et à toutes. Il faut se rapprocher au maximum du consommateur, construire une production sociale capable de répondre aux besoins vitaux des communautés. Il y a les food trucks et d'autres nouvelles idées qui sont très intéressantes et qui amènent des bons produits chez les gens.

Qu'ils et elles aillent vers les consommateurs-trices, les alimentent avec de nouveaux circuits qui se différencient de la grande distribution. Cela ne viendra pas du haut, c'est aux travailleurs et aux travailleuses de le faire, de se prendre en charge eux-mêmes. Cela passe aussi par l'école, par la formation et l'émancipation des paysans et des paysannes de demain. Nous avons besoin de donner un message d'espoir aux jeunes et leur dire qu'un autre modèle agricole est possible. □

Propos recueillis par Hélène Marra

1. Le plan Écophyto était censé réduire les usages de produits phytopharmaceutiques de 50% d'ici 2025 et de sortir du glyphosate d'ici fin 2020 pour les principaux usages et au plus tard d'ici 2022 pour l'ensemble des usages.

Rwanda : la France, « principal accélérateur du processus génocidaire »

PAR PAUL MARTIAL

En 1994, la France, présidée par François Mitterrand, était au cœur du génocide des Tutsi au Rwanda. Trente ans après, il est de notre devoir de connaître et raconter le déroulement et les responsabilités dans cet évènement historique.

Les colons belges en 1922 vont trouver au Rwanda un système politique fortement hiérarchisé socialement. Les dynasties tutsi vont s'imposer, contrairement au pays voisin le Burundi où un partage du pouvoir va s'opérer entre les lignages aristocratiques tutsi et hutu. Au Rwanda, la catégorisation tutsi et hutu revêt avant tout un caractère social :

« Il n'y a pourtant pas de "Hutu" sans "Tutsi" : l'un ne va pas sans l'autre. "Hutu" avait du reste un double sens puisqu'il désignait le dépendant ou l'inférieur dans un rapport de clientèle ou hiérarchique, fût-il lui-même un "Tutsi" »¹.

Les colons reprennent à leur compte la théorie des Tutsi descendant-es d'une population hamite provenant d'Éthiopie envahissant le pays et asservissant des Hutu. Cette racialisation d'une domination sociale exercée par une élite tutsi s'intégrait dans les théories racistes issues des penseurs comme Gobineau. Les Tutsi étaient vus comme plus proches des populations européennes qu'africaines. Les colons belges vont donc s'appuyer sur eux pour gouverner le pays :

« Les Batutsi étaient destinés à régner, leur seule prestance leur assure déjà, sur les races inférieures qui les entourent, un prestige considérable... Rien d'étonnant que les braves Bahutu, moins malins, plus simples, plus spontanés et plus confiants, se soient laissé asservir sans esquisser jamais un geste de révolte »².

Cette idéologie se diffuse dans l'ensemble de la société. Dans les écoles gérées par l'ordre des Pères Blancs, la priorité est donnée aux élèves tutsi

pour en faire des fonctionnaires tandis que les Hutu seront systématiquement orientés vers les tâches manuelles. Les colons belges introduisent une ségrégation sociale basée sur l'ethnie.

LA « RÉVOLUTION » DE 1959

En 1957 le Manifeste des Bahutu paraît. Il réclame la justice sociale et dénonce la situation de discrimination que vivent les Hutu. Cette critique s'intègre dans le cadre colonial et d'ethnicisme contre les Tutsi en dénonçant leur caractère allochtone (qui provient d'un endroit différent, a été transporté (s'oppose à autochtone), NDLR). À la suite de cette parution se forme le parti Parmehutu qui sera soutenu par les colonisateurs belges. Ce changement s'explique par leur volonté de maintenir leur influence au moment de l'indépendance du pays

en 1962. Les colons évitent ainsi la formation d'une coalition d'intérêts entre Hutu et Tutsi. En effet, Kayibanda, le dirigeant du Parmehutu : *« préféra unir les "Hutu" contre les "Tutsi", plutôt que coaliser les "Hutu" pauvres et les "petits Tutsi" contre les nantis, "Hutu" et "Tutsi" confondus. »³*

Une compétition se développe entre les formations hutu pour gagner le leadership, favorisant les discours de haine contre les Tutsi. En 1959, ce qui sera appelé révolution ne sera qu'un immense pogrom sur l'ensemble du pays, poussant des dizaines de milliers de Tutsi à prendre le chemin de l'exil.

UN POUVOIR RACISTE

En 1962, le pays accède à l'indépendance, fortement encadrée, par la Belgique. Kayibanda est le premier



Crânes. Mémorial de Nyamata, Rwanda. Inisheer, CC BY-SA 3.0

président. Il exercera un pouvoir de plus en plus violent, y compris contre des opposants hutu. Sous son règne on assiste à des véritables campagnes d'épuration ethnique dans les écoles et les administrations contre la minorité tutsi. En juillet 1973, Juvénal Habyarimana prend le pouvoir par un coup d'État. À cette même époque, la France, sous l'impulsion de Giscard d'Estaing, prend pied dans le pays et l'intègre dans son pré-carré. Elle apporte au gouvernement une aide financière, diplomatique et surtout militaire.

En 1990, le Front patriotique rwandais (FPR), composé des Tutsi réfugiés en Ouganda mais aussi de quelques opposants hutu, lance une opération pour s'emparer du pouvoir.

Le FPR est décrit par Paris comme une agression ougandaise soutenue par le monde anglo-saxon. La France est partie prenante de cette guerre tout en prônant, au moins officiellement, une solution diplomatique qui prendra corps avec les accords d'Arusha en 1993. Ces derniers prévoient le démantèlement de l'apartheid anti tutsi, le partage du pouvoir et surtout le départ des militaires français. C'est une claque pour les généraux français.

GÉNOCIDE

Au moins depuis 1990, les extrémistes partisans du « Hutu power » se préparent à l'extermination des Tutsi. Les responsables français ne pouvaient l'ignorer au vu de leur forte présence dans l'appareil sécuritaire rwandais. Cela est d'ailleurs confirmé par le général Jean Varret, ancien chef de la Mission militaire de coopération d'octobre 1990 à avril 1993. Lors de son témoignage à la commission parlementaire, il rapporte les propos du chef d'état-major de la gendarmerie rwandaise : « *ils sont très peu nombreux, nous allons les liquider* ».

Les milices et les Forces armées rwandaises (FAR) vont procéder à des exécutions de Tutsi en présence de l'armée française. Des témoignages font état de l'appui de militaires français lors des barrages routiers tenus par les miliciens en 1991 : « *Je me suis rendu compte que parmi les militaires il y avait des Français qui demandaient aussi les cartes d'identité des Rwandais où figurait la mention « hutu », « tutsi », ou*

« twa ». Les Tutsi se faisaient sortir de la voiture et les militaires français les remettaient aux mains des miliciens agacés qui les coupaient à coups de machettes et les jetaient dans une rigole au bord de la grande route asphaltée Ruhengeri-Kigali. »⁴

L'attentat contre l'avion présidentiel, lors duquel Juvénal Habyarimana trouvera la mort, n'a pas été la cause du génocide, tout au plus le déclencheur d'un processus préparé depuis longtemps. Par contre, cet attentat signe le début du coup d'État des extrémistes hutu. Ils liquident les partisans des accords d'Arusha – ainsi Agathe Uwilingiyimana, Première ministre, et Joseph Kavaruganda, président de la Cour constitutionnelle, et bien d'autres, seront assassinés –, ils forment le Gouvernement intérimaire rwandais (GIR), soutenu par la France. Le génocide des Tutsi commence de manière ordonnée et encadrée par les unités des FAR et les milices des Interahamwe.

LE SOUTIEN DE LA FRANCE

La France est le seul État à reconnaître le GIR, n'hésitant pas à recevoir ses membres à l'Élysée. Elle met tout son poids diplomatique aux Nations unies pour soutenir ce gouvernement d'extrémistes. Roméo Dallaire, général canadien en charge de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), tentera désespérément d'alerter la communauté internationale sur les massacres qui se déroulent au pays des mille collines.

Quant à la banque française BNP Paribas, elle autorisera les transferts d'argent pour l'achat d'armes, en plein embargo décrété par l'ONU.

Le Rwanda va connaître trois opérations militaires françaises. La première, Noroît, est déclenchée officiellement pour protéger l'ambassade et les citoyens français suite à l'offensive du FPR en 1990. Dans les faits, cette opération a pour but d'épauler les FAR contre les offensives du FPR. Pendant trois ans, les soldats français vont mener la guerre contre le FPR. Ils participeront aussi à la formation des miliciens⁵.

La deuxième est l'opération Amaryllis, débutée deux jours après l'attentat contre l'avion présidentiel. Le but est d'exfiltrer les ressortissants français. Elle laissera sur place les Tutsis travaillant pour l'ambassade de France et d'autres agences françaises. La plupart seront assassinés. Ce sont les

militaires belges de l'opération Silver Back qui embarqueront près de deux cents Rwandais-es, essentiellement Tutsi, refoulés par les militaires français tandis que les miliciens entourent l'aéroport.

Enfin, l'opération Turquoise, composée essentiellement d'anciens de Noroît, est présentée comme une opération humanitaire. Elle servira dans un premier temps à tenter de stopper l'offensive du FPR⁶. Ce qui explique le refus, par cette opération, de sauver les Tutsi sur la colline de Bisero qui faisaient depuis le début du génocide l'objet d'attaques incessantes de la part des génocidaires. C'est seulement sous la pression conjointe de militaires et de journalistes que les officiers daignèrent intervenir. Turquoise est l'occasion pour les génocidaires de mettre en place une stratégie d'exode des populations qui leur offrait le double avantage de fuir sans difficulté face à l'arrivée du FPR et de maintenir les populations sous contrôle dans les camps de réfugiés au Zaïre. C'est à partir de ces camps que des milices sont organisées. Elles bénéficieront du transfert d'armes organisé par l'armée française.⁷

Cette présence des génocidaires hutu a aussi complètement déstabilisé la région de l'est du Zaïre puisque leur émanation armée, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), provoquent encore maintenant guerres et massacres contre les populations civiles congolaises.

LES DÉNÉGATIONS DE LA FRANCE

Les autorités françaises n'ont eu de cesse de nier leurs responsabilités. Elles ont caché la guerre qu'elles menaient contre le FPR lors de l'opération Noroît. Elles ont ensuite tenté de contester le génocide en parlant de massacre interethnique, et lorsque les informations ont commencé à parvenir en France, les autorités ont parlé d'un double génocide, une manière de brouiller les pistes et d'occulter leurs responsabilités dans le soutien au GIR.

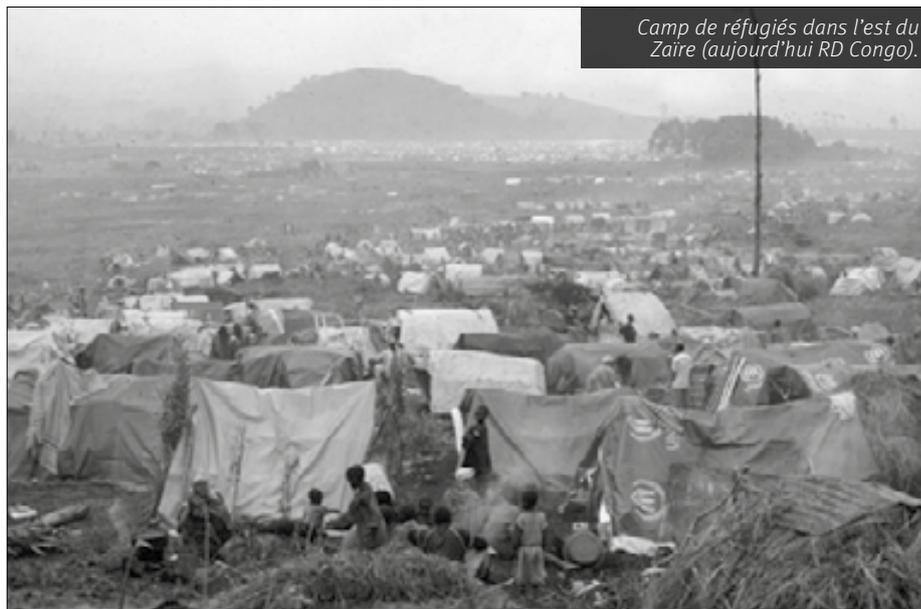
Au niveau juridique, avec l'aide du juge Bruguière, elles tenteront d'accréditer l'idée que l'attentat de l'avion présidentiel a été perpétré par le FPR sous le prétexte qu'il considérait les Tutsi comme des « collaborateurs du régime Habyarimana »⁸. Doit-on rappeler que c'est le FPR qui a mis fin au génocide des Tutsi ?

La France va se draper dans son rôle de sauveuse des vies humaines avec Turquoise. Une façon de faire taire les critiques à l'international en utilisant le fait que le 21 avril 1994, en plein génocide, les Nations unies avaient retiré les Casques bleus. Sauf que la France a aussi voté pour ce retrait. Afin d'éviter de rendre des comptes, les manœuvres au parlement vont bon train. À la demande de la création d'une commission d'enquête parlementaire par les communistes et les Verts, les dirigeant-es socialistes allumeront un contre-feu en créant une commission d'information n'ayant pas les prérogatives d'investigation. Cette commission évitera autant qu'elle le pouvait de poser les questions embarrassantes. Manœuvres également du parquet pour prévenir, en vain, les procès contre des militaires français de Turquoise pour viol, toujours en cours, grâce à la ténacité d'une socialiste et humanitaire, Annie Faure.

Alors que dans la plupart des pays occidentaux, des génocidaires hutu ont été jugés et condamnés, « en France, le premier procès d'un homme accusé d'avoir participé au génocide n'a eu lieu qu'en... 2014 »⁹. Rappelons que la femme de Juvénal Habyarimana, une des ferventes partisans du « Hutu power », vit en France. Mitterrand disait d'elle lors de son exfiltration par l'opération Turquoise : « elle a le diable au corps, elle veut faire des appels publics à la continuation des massacres. ». Cela n'empêchera pas le ministère de la coopération de lui verser 200 000 francs lors de son installation et surtout qu'elle ne soit nullement inquiétée par la justice. Il faudra les actions du Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR) pour que des génocidaires soient démasqués et enfin jugés.

DEUX QUESTIONS

Pourquoi la France s'est-elle tant impliquée au Rwanda ? il n'y a pas de réponse unique. On peut évoquer : le dessein d'être présent dans ce pays comme point d'appui à la politique de contrôle de la République démocratique du Congo (RDC), une volonté d'affirmation de la France vis-à-vis de ses partenaires anglo-saxons suite à la chute du mur de Berlin, la méconnaissance de l'histoire du pays. Védrine secrétaire général de l'Élysée comparait le pogrome de 1959 à la révolution française en parlant de « sans-culotte hutu »¹⁰. Il y a aussi l'exigence de



Camp de réfugiés dans l'est du Zaïre (aujourd'hui RD Congo).

montrer aux autres dictateurs africains du pré-carré que la France ne les abandonnait pas. Et, sur le plan personnel, Mitterrand appréciait Habyarimana pour sa francophilie. Les fils des deux présidents ont noué une amitié, Jean-Christophe Mitterrand était alors le conseiller Afrique de l'Élysée.

Comment la France a-t-elle pu être complice d'un génocide ? La présence de la France en Afrique est considérée comme allant de soi par la classe politique. Certes il y a des vues différentes mais l'idée dominante est que le passé partagé avec l'Afrique – du fait de la colonisation – impliquerait une responsabilité particulière, voire un avenir commun. C'est sur ce socle consensuel que toutes les dérives de la politique française en Afrique ont pu prospérer. D'autant qu'au-delà de ce consensus il n'y a ni information, comme on l'a vu avec l'opération Noroît au Rwanda, ni a fortiori de contre-pouvoir. Tout se décide au sein d'un cénacle de quelques personnes à l'Élysée.

Lorsque Habyarimana va demander de l'aide à la France, les soldats français vont être entraînés dans une dynamique de guerre. De la formation et l'encadrement ils seront rapidement sur le front au côté des FAR. L'idéologie anti FPR se diffuse chez les officiers supérieurs français. Les termes khmers noirs, agents de l'Ouganda ou tutsi seront utilisés pour désigner le FPR. La DGSE et même la Direction du renseignement militaire avertiront l'Élysée des massacres perpétrés contre les Tutsi. Mais dans la tradition des interventions françaises, les violations des droits humains sont monnaie courante pour soutenir les dictatures

africaines ou les coups d'État. Sauf que là « la France s'intègre dans le mécanisme génocidaire parce qu'elle soutient le régime qui organise l'élimination de la minorité tutsi » et Vincent Duclert, président de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi, ajoute : « ce soutien inconditionnel au pouvoir d'Habyarimana, c'est même, je dirais, le principal accélérateur du processus génocidaire »¹¹. Ce constat sans appel est une puissante condamnation de la politique africaine de la France qui, malgré ce drame, demeure inchangée. □

1) Léon Saur, « "Hutu" et "Tutsi" : des mots pour quoi dire ? » In Histoire, monde et cultures religieuses 2014/2 (n° 30), Éditions Karthala p.123.

2) Jean-Pierre Chrétien Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique. Sous la direction de Jean-Loup Amselle, Elikia M'Bokolo p.138

3) Léon Saur, « Le Rwanda de Kayibanda : un avatar démocrate-chrétien des socialismes africains », Socialismes en Afrique [en ligne], Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2021.

4) « L'horreur qui nous prend au visage. L'État français et le génocide au Rwanda », coordonné par Laure Coret et François-Xavier Verschave, éditions Karthala p.20.

5) Laure de Vulpian, Thierry Prunghaud, Silence Turquoise : Rwanda, éditions Don Quichotte. p.64.

6) Guillaume Ancel, Rwanda, la fin du silence, éditions Les belles lettres p.17.

7) Ibidem p.93 et 195.

8) Juge Bruguière, Délivrance de mandats d'arrêt internationaux, p.61.

9) https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/10/15/rwanda-a-la-poursuite-des-genocidaires-le-combat-d-un-couple-d-exception-face-a-l-impunite_6194621_3212.html

10) <https://www.politis.fr/articles/2009/07/laccusation-de-complicite-de-genocide-est-honteuse-et-debile-7594/>

11) « Le jugement de l'histoire n'est pas rien ». Entretien avec Vincent Duclert, président de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi », Politique africaine, 2022/2 (n° 166), p.43 et 44.

Le keynésianisme militaire russe : qui profite de la guerre en Ukraine ?

PAR VOLODYMYR ISHCHENKO, ILYA MATVEEV ET OLEG ZHURAVLEV*

Comment la transformation de l'économie et de la société russes en réponse aux défis posés par l'invasion de l'Ukraine a-t-elle affecté le soutien populaire à la guerre ? Les chercheurs, déconcertés par le soutien majoritaire constant à « l'opération militaire spéciale », ont tenté de l'expliquer par la faible fiabilité des sondages d'opinion en Russie, les attitudes impérialistes à l'égard de l'Ukraine ancrées dans la culture russe ou la profonde dépolitisation qui caractérise le régime de Poutine.

Si l'on examine le développement de l'économie de guerre russe à travers le prisme des politiques macroéconomiques dirigées par l'État et connues sous le nom de « keynésianisme militaire », on s'aperçoit toutefois que le soutien à la guerre d'une partie au moins de la société russe peut être enraciné dans des facteurs matériels.

L'intensification de la production militaire, l'augmentation significative des paiements aux soldats russes, à leurs familles et à la police, l'augmentation des contrats militaires et la substitution des importations en réponse aux sanctions, tout cela a contribué à créer une base consciente de soutien parmi les groupes qui bénéficient matériellement de la guerre. S'ils se maintiennent dans le temps, ces effets pourraient avoir des conséquences significatives non seulement sur la durabilité du soutien à une guerre d'usure et sur la confrontation à long terme de la Russie avec l'Occident, mais aussi sur la transformation de l'économie et du régime politique russes, créant ainsi une boucle de rétroaction positive. Cependant, les effets économiques et sociaux actuels du keynésianisme militaire russe sont contradictoires et certains Russes qui ont vu leur niveau de vie baisser en raison de ses effets indésirables (comme l'inflation) sont devenus plus critiques à l'égard de la guerre.

LE KEYNÉSIANISME MILITAIRE ?

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, on ne cesse de prédire

l'effondrement de l'économie russe. Au cours des premiers mois de la guerre, l'industrie automobile s'est trouvée à court de pièces, ce qui a entraîné la fermeture ou l'arrêt d'usines, tandis que la capacité de la Russie à exporter du pétrole et du gaz était menacée. Les investissements étrangers sont devenus plus risqués et le resteront pendant des décennies. Mais l'économie russe a survécu et se trouve même sur une trajectoire de croissance. La résurgence de l'économie russe s'explique notamment par les politiques de « keynésianisme militaire » du Kremlin. Le keynésianisme militaire est une politique macroéconomique menée par l'État qui vise à accroître la demande globale en augmentant les dépenses militaires. Le gouvernement dépense de l'argent pour la production militaire et divers transferts de revenus liés à l'armée, ce qui met plus d'argent dans les poches des gens et augmente la demande pour la production militaire et civile. Ce stimulus contribue à remettre l'économie sur la voie de la croissance. L'Allemagne nazie et les États-Unis pendant la guerre froide sont considérés comme les principaux exemples de keynésianisme militaire. Toutefois, la question de savoir si le keynésianisme militaire fonctionne réellement et, dans l'affirmative, dans quelle mesure il est durable, fait l'objet de nombreux débats parmi les spécialistes. Certains affirment que les dépenses consacrées à la production militaire, en tant que forme de production de haute technologie, développent le secteur

technologique dans son ensemble et fixent la norme d'une série d'indicateurs économiques pour la production civile. Parallèlement, ces dépenses accrues améliorent les conditions de vie des travailleurs, alimentant ainsi la croissance économique en augmentant la demande globale. Ainsi, les intérêts matériels de segments importants de la population sont alignés sur les efforts militaires de l'État. Les sceptiques répondent que les progrès de la technologie militaire ne sont souvent pas transférables à la technologie civile et que le complexe militaro-industriel prive les secteurs économiques civils de travailleurs et d'investissements, nuisant ainsi à l'économie dans son ensemble.

LA DIMENSION KEYNÉSIEUNE DE L'ÉCONOMIE DE GUERRE RUSSE

Alors que certains analystes mettent en doute la validité des statistiques du gouvernement russe, les données économiques corroborées de l'extérieur, telles que les volumes d'importation et d'exportation et les émissions de gaz à effet de serre (qui reflètent l'activité industrielle), indiquent toutes un léger déclin en 2022 et une forte reprise en 2023. La résilience inattendue de l'économie russe est diversement expliquée par les prix élevés de l'énergie (qui ont rendu les sanctions financières inefficaces), le réajustement réussi de la logistique et l'augmentation rapide des dépenses militaires et des dépenses liées à la guerre. En effet, les dépenses fédérales pour la « défense nationale » s'élevaient à 4 700 milliards

de roubles (environ 50 milliards de dollars au taux actuel) en 2022, soit une augmentation de 30 % par rapport au plan d'avant-guerre. Les chiffres prévus pour 2023 et 2024 sont de 6 400 milliards de roubles (69 milliards de dollars) et de 10 800 milliards de roubles (116 milliards de dollars), soit près du triple du niveau d'avant-guerre. En 2022-2023, la guerre a été financée par des dépenses déficitaires: l'année dernière, le déficit du budget fédéral s'élevait à 2,3 % du PIB, et le chiffre prévu pour 2023 est de 2 %.

Des dépenses militaires élevées contribuent certainement à la croissance économique. La reprise industrielle a été menée par des secteurs tels que les « produits métalliques finis » et les « produits informatiques, électroniques et optiques », qui sont en grande partie constitués de la production militaire. En outre, les salaires élevés versés aux soldats participant à la guerre, ainsi que les transferts monétaires effectués aux familles des soldats blessés ou tués, ont probablement affecté les revenus et les niveaux de pauvreté au niveau national: la majeure partie des transferts liés à la guerre ont été effectués vers les segments les plus pauvres de la société, au sein desquels les soldats sont recrutés en très grande majorité. Selon Rosstat, les revenus réels ont légèrement baissé (de 1,5 %) en 2022 et se sont rapidement rétablis en 2023, tandis que le taux de pauvreté a légèrement baissé au cours de la première année de la guerre par rapport à la période d'avant-guerre (de 11,0 % en 2021 à 9,8 % en 2022).

En outre, le ministère des finances semble de plus en plus concevoir sa politique budgétaire en termes keynésiens. En 2023, le ministère a présenté une analyse détaillée des effets des dépenses déficitaires sur l'économie, notamment l'augmentation des revenus des ménages et des bénéfices des entreprises – et donc (indirectement) l'expansion du secteur financier. Selon le ministère, les objectifs de la politique budgétaire « expansionniste » actuelle comprennent le « renforcement de la défense nationale » et « l'intégration de nouvelles régions » (c'est-à-dire les territoires ukrainiens annexés).

LE KEYNÉSIANISME MILITAIRE RUSSE EST-IL DURABLE ?

Il est toutefois trop tôt pour dire si cette politique économique sera durable et couronnée de succès à long terme. En raison des sanctions occidentales, la Russie pourrait rencontrer des difficultés

à faire progresser son secteur de la haute technologie. Si la technologie de pointe n'est pas importée d'autres pays, comme la Chine, et qu'il n'y a pas de percée dans le R&D national – et on ne peut pas nécessairement s'attendre à une telle percée, étant donné le sous-financement chronique de la science pendant des décennies – l'augmentation de la production (en particulier civile) pourrait entraîner une baisse de la qualité des produits et, en fin de compte, ne pas favoriser la croissance économique à long terme.

Le ministère des finances considère notamment que son approche keynésienne actuelle est temporaire. Selon son dernier document de politique stratégique, malgré des dépenses militaires record en 2024, le déficit budgétaire sera réduit de près de 50 % en termes nominaux cette année-là, pour ne représenter que 0,9 % du PIB. Cet objectif sera atteint grâce à l'augmentation des recettes budgétaires par le biais de divers paiements uniques qui rapporteront 2 500 milliards de roubles (27 milliards de dollars, contre 700 milliards de roubles en 2023 [7,5 milliards de dollars]). En effet, l'augmentation sans précédent des dépenses militaires sera réalisée en redistribuant des ressources provenant d'autres secteurs de l'économie, et non en augmentant le déficit, ce qui va à l'encontre de la logique keynésienne.

Surtout, la politique budgétaire expansionniste s'inscrit dans un contexte de graves pénuries de main-d'œuvre. Le taux de chômage en Russie est tombé à 3 % en août 2023, alors que 60 % des entreprises ont signalé une pénurie de main-d'œuvre. Ce chiffre contraste fortement avec le taux de chômage de 14,6 % enregistré aux États-Unis en 1940, lorsque l'économie américaine est entrée en guerre et a finalement surmonté les effets persistants de la Grande Dépression (un exemple classique de keynésianisme militaire en action). En outre, l'économie russe fonctionne déjà à plein régime, ce qui affaiblit l'effet potentiel des multiplicateurs keynésiens.

Le keynésianisme militaire peut fonctionner parce qu'il attire la main-d'œuvre inactive sur le marché du travail, et s'il ne le fait pas, il risque de casser les secteurs civils. Dans la Russie d'aujourd'hui, il n'y a plus de chômeurs à remettre au travail ni d'usines à rouvrir grâce à des dépenses publiques massives. La Banque centrale et le ministère des finances sont conscients et avertissent que l'économie est en surchauffe en raison d'une

combinaison de mesures de relance budgétaire et d'un manque de capacités de production inutilisées. La surchauffe peut conduire à l'inflation et éroder la valeur des augmentations de salaires et des dépenses sociales, ce qui a incité la Banque centrale à resserrer sa politique monétaire. Des solutions à la pénurie de main-d'œuvre, telles que l'invitation à l'immigration, le recours à la main-d'œuvre adolescente ou carcérale et l'externalisation de la production militaire vers des pays alliés, ont déjà été tentées ou discutées. Mais si elles ne fonctionnent pas, les effets keynésiens de la frénésie actuelle de dépenses sont loin d'être acquis.

COMMENT CELA AFFECTE-T-IL LE SOUTIEN À LA GUERRE ?

Depuis le tout début de l'invasion à grande échelle, les sondages ont montré que les personnes aisées soutiennent davantage l'« opération militaire spéciale » que les pauvres. Les résultats à venir de la dernière enquête de *Chronicles* auprès d'un échantillon national représentatif de Russes, à laquelle le Laboratoire de sociologie publique (PS Lab) a contribué, confirment et précisent cette tendance. Les personnes aisées sont plus disposées à se porter volontaires pour le front que les répondants plus pauvres. Parallèlement, l'enquête montre qu'environ 40 % des citoyens russes affirment que leurs conditions matérielles se sont sensiblement améliorées depuis le début de l'invasion.

Les Russes sont divisés sur la question de savoir si les dépenses militaires améliorent l'économie (37 %) ou lui nuisent (35 %), mais le nombre d'« optimistes » est assez élevé. Parmi ce groupe, seuls 12 % ne sont pas prêts à aller volontairement au front, quelles que soient les circonstances. Parmi les « pessimistes » économiques, en revanche, ce nombre est beaucoup plus élevé – plus de 50 %. En résumé, il existe un chevauchement important entre les bénéficiaires de la guerre (ceux qui ont profité matériellement des changements liés à la guerre), les optimistes économiques et les partisans actifs de l'« opération militaire spéciale » (ceux qui sont prêts à faire quelque chose pour soutenir les forces armées russes, qu'il s'agisse de transférer de l'argent ou d'aller au front). En termes de profil socio-économique, les



partisans de l'« opération militaire spéciale » qui ont bénéficié de la guerre sur le plan économique ont tendance à être des employés d'entreprises d'État, du secteur des technologies de l'information ou d'entreprises qui ont réussi à remplacer les importations, ainsi que des personnes qui ont une fortune indépendante.

Une analyse préliminaire des entretiens approfondis avec des Russes ordinaires recueillis par PS Lab au printemps 2022 (environ 200 entretiens) et à l'automne 2022 (plus de 80 entretiens), c'est-à-dire lorsque les premières conséquences des politiques économiques de la guerre ont commencé à se faire sentir, permet d'éclairer la façon dont les visions de la guerre peuvent être influencées par les perceptions des perspectives économiques de la Russie et du bien-être individuel. Les quelques dizaines d'entretiens (pour la plupart de la deuxième vague) qui discutent en détail de l'impact de la première année de guerre sur le bien-être des personnes interrogées confirment que les personnes aisées sont effectivement plus favorables à la guerre. Plus important encore, les entretiens montrent que le soutien à la guerre a particulièrement augmenté chez les personnes dont le bien-être s'est amélioré grâce à l'économie de guerre. En effet, certains d'entre eux établissent un lien explicite entre le soutien à la guerre, la défense de la patrie et le bien-être de leur famille et d'eux-mêmes.

Prenons l'exemple de l'interviewé suivant. Son soutien à l'armée et aux dirigeants russes s'est accru entre l'entretien du printemps et celui de l'automne, tandis que son attitude à l'égard de l'Ukraine et des Ukrainiens est devenue plus agressive. S'exprimant à l'automne, il identifie la défense de la patrie et la défense de sa famille comme les principales motivations de sa volonté d'aller au front :

« Je prendrai un fusil automatique et j'irai tuer ceux qui nous attaquent [...] J'ai ma mère ici, j'ai ma femme bien-aimée ici, je dois les protéger [...] Si j'avais pu, j'aurais été là [au front], c'est juste que personne ne m'y a emmené. Et ce n'est pas dans l'intention de tuer qui que ce soit, juste pour protéger les intérêts de mon État. Je n'en ai pas d'autre (homme, 27 ans, ingénieur du son, octobre 2022). »

Entre les deux entretiens, la personne interrogée a réussi à quitter un emploi qu'elle n'aimait pas et à obtenir un poste attrayant dans le domaine qui était auparavant son

hobby. Dans son nouvel emploi, il utilise du matériel fabriqué en Russie dans le cadre du programme d'import-substitution. Sa position dans la société s'améliore, « pas seulement parce que le salaire augmente ou autre chose, mais certaines perspectives commencent à s'éclaircir » Son expérience personnelle en matière de développement de carrière et de réussite professionnelle renforce sa conviction que la Russie s'améliore sur le plan économique à la suite de la guerre. Il croit au succès de la substitution des importations et d'autres mesures visant à rendre l'économie russe indépendante de l'Occident.

Nous constatons également la relation inverse dans les entretiens. Les personnes interrogées qui estiment que la guerre nuit à leur bien-être et menace leurs perspectives économiques commencent à exprimer leur scepticisme à l'égard de l'« opération militaire spéciale », et leur soutien (s'il a jamais existé) diminue. Ainsi, l'une des personnes interrogées, qui se considère comme un patriote russe et qui critique la prétendue hostilité de l'Occident à l'égard de la Russie, qui est critique à l'égard de l'État ukrainien et qui lit principalement des sources militaristes russes sur la guerre, a néanmoins commencé, à l'automne 2022, à critiquer la guerre en Ukraine et la politique étrangère du Kremlin en général. Il estime que « la substitution des importations ne fonctionne pas pour nous » et évalue les perspectives économiques de la Russie en termes plutôt sombres. Interrogé sur les principaux changements intervenus dans le pays depuis le début de la guerre, il déclare : « En fait, ce qui a changé, c'est que partout, tout d'abord, les prix ont augmenté autant que possible. [...] Et pour nous, les jeunes, ce sont nos poches qui en pâtissent » (homme, 34 ans, ingénieur électricien, octobre 2022).

Nos entretiens indiquent que le keynésianisme militaire peut produire non seulement des partisans de la guerre, à savoir ceux qui bénéficient directement des nouvelles politiques économiques, mais aussi des opposants parmi ceux qui souffrent de ses effets (tels que l'inflation).

CONCLUSION

Le keynésianisme militaire russe a été relativement efficace à court terme. Parallèlement à l'augmentation des dépenses militaires et des paiements sociaux, le pays a connu une croissance explosive du complexe militaro-industriel et des secteurs connexes, tels que la microélectronique

et l'équipement électrique. La reconstruction des villes détruites dans les territoires ukrainiens annexés constitue un autre moteur potentiel de croissance. La militarisation de l'économie, financée par le déficit, a certainement contribué à la reprise économique du pays en 2022-2023. Cependant, il y a des raisons de s'interroger sur la durabilité du keynésianisme militaire et sur la mesure dans laquelle il peut avoir un impact positif sur la croissance économique du pays à moyen et à long terme. Ces raisons sont liées au fossé technologique de la Russie par rapport à l'Occident, qui a été exacerbé par les sanctions, et surtout à la pénurie actuelle de main-d'œuvre. Il n'est pas certain que le gouvernement russe soit en mesure de résoudre ces problèmes et d'atténuer les effets négatifs sur les secteurs civils de l'économie, ainsi que de lutter contre l'accélération de l'inflation. En effet, le plan actuel du ministère des finances visant à revenir le plus rapidement possible à une politique d'équilibre budgétaire soulève la question de savoir si les politiques keynésiennes sont même considérées comme une stratégie à long terme.

Néanmoins, la militarisation de l'économie se poursuivra (bien qu'en détournant des ressources d'autres secteurs), produisant des changements visibles dans la société russe par le biais de l'expansion de l'emploi lié à l'armée et des transferts massifs aux soldats et à leurs familles. Les données quantitatives et qualitatives disponibles nous amènent à conclure provisoirement que le keynésianisme militaire peut constituer des grands groupes sociaux de bénéficiaires de la guerre, qui combinent consciemment les améliorations de leur propre bien-être, l'optimisme quant aux perspectives de l'économie russe et le soutien à l'« opération militaire spéciale ». Pendant ce temps, d'autres segments de la société russe semblent souffrir économiquement des effets d'un keynésianisme militaire poursuivi dans des conditions défavorables. Cela pourrait les inciter à devenir plus pessimistes quant aux perspectives économiques de la Russie et plus critiques à l'égard de la guerre. □

23 janvier 2024, *Ponats Eurasia*.

*Volodymyr Ishchenko est chercheur associé à l'Institut d'études est-européennes de la Freie Universität Berlin.

Ilya Matveev est chercheur invité à l'Université de Californie, Berkeley.

Oleg Zhuravlev est chercheur à la Scuola Normale Superiore de Florence.

Ministère du Travail: de l'unité des syndicats de lutte à la réunification syndicale ?

PAR SIMON SAISSAC

Nous commençons dans ce numéro de la revue l'Anticapitaliste le débat sur l'unification syndicale, avec deux premiers textes, l'un sur l'expérience concrète chez les salarié-es dépendant du ministère du Travail, l'autre sur la nécessité d'un nouvel outil syndical unitaire.

À l'occasion des élections professionnelles dans la fonction publique de décembre 2022, les organisations syndicales CGT Travail Emploi Formation Professionnelle (CGT TEFP), SUD Travail affaires sociales (SUD TAS) et le Syndicat national unitaire Travail Emploi Formation Économie FSU (SNUTEFE FSU) du ministère du Travail ont présenté pour la première fois des candidatures communes pour les instances nationales de représentation du personnel.¹ Avec la démarche « L'élan Commun »² au ministère de l'Agriculture, également portée par la CGT, SUD et la FSU, il s'agissait des seules – et des premières – listes intersyndicales au plan national.

UN ACCORD ÉLECTORAL QUI DÉCOULE DE L'UNITÉ D'ACTION

Cet accord électoral national s'inscrit dans la continuité d'un travail intersyndical de longue haleine. Les heures d'information syndicales sont organisées en commun dans beaucoup de directions départementales, et les militant-es défilent le plus souvent dans un même cortège, car les trois organisations syndicales portent des plateformes de revendications similaires depuis une dizaine d'années au moins. Tous les appels à la mobilisation ou presque sont unitaires. S'y joint régulièrement la CNT, qui ne présente pas de candidat-es aux

élections professionnelles, parfois FO, et plus rarement la CFDT et l'UNSA. Les Assises du ministère du Travail, qui ont regroupé plusieurs centaines d'agent-es pour débattre pendant deux jours de l'état des services et des mobilisations à construire, ont été organisées à deux reprises, en 2012 et 2022, par le même arc intersyndical. Concernant l'activité féministe, la CGT et SUD ont constitué des commissions qui travaillent en lien étroit et organisent régulièrement des réunions communes.

DANS UN CONTEXTE DE RECULS

La transcription de cette unité d'action au plan électoral a malheureusement plus à voir avec le contexte de recul des droits, des conditions de travail et du syndicalisme lutte de classes dans la fonction publique, qu'avec une dynamique offensive. Les mobilisations ont été insuffisantes pour enrayer les suppressions de postes, les externalisations, l'individualisation des rémunérations ou encore la casse des régimes de retraites. En termes électoraux, la CGT – déjà particulièrement faible dans le versant « État » de la fonction publique – et Solidaires ont reculé à l'occasion de tous les scrutins depuis 2014, au bénéfice notamment de l'UNSA, de la CGC et de FO.

Le panorama au ministère du Travail est différent de toute une partie de la fonction publique d'État en ce que la

CGT y est majoritaire³ et a légèrement amélioré son audience au cours des dernières années, tout comme Solidaires. Mais la tendance de fond au recul des organisations un tant soit peu combattives s'y vérifie et prend la forme du délitement de la FSU, passée de près de 14 % en 2011 à moins de 10 % en 2018. Sa base militante s'est érodée plus encore que ce que ne laissent entrevoir ces résultats électoraux. Lors du renouvellement des instances locales de 2021, provoqué par la contre-réforme « Organisation territoriale de l'État »⁴, elle a été incapable de présenter une liste à la DRIEETS Ile-de-France, la plus importante direction du Ministère du Travail en nombre d'agent-es.

À l'inverse, la CFDT a vu ses scores croître de façon spectaculaire en dix ans, passant de 16 % en 2011 à 22 % en 2022, et ceci bien qu'elle ait joué pendant toute la fin des années 2010 un rôle d'accompagnement à outrance des mauvais coups qui ont visé l'inspection du Travail. Cette progression est liée à un changement dans la composition sociale du ministère : disparition rampante de la catégorie C, suppression des contrôleurs du travail, encadrement devenu pléthorique, augmentation du nombre d'agent-es





issu-es du corps des attachés au sein duquel la syndicalisation est traditionnellement plus faible que chez les inspectrices et inspecteurs du travail. Mais la sociologie ne fait pas tout et, dans le contexte de recul évoqué précédemment, il est incontestable que l'orientation pro « dialogue social » portée par les organisations dites « réformistes » marque des points, même si elle ne peut déboucher sur aucune avancée concrète pour les agent-es tant le gouvernement est radicalisé.

L'UNITÉ EN DÉBAT

Le délitement du SNUTEFE FSU a engendré en son sein des interrogations sur l'avenir même de cet outil syndical. La majorité de ses membres a néanmoins souhaité maintenir une structure FSU et proposé une liste intersyndicale aux élections professionnelles de 2022. Une majorité de la direction de la CGT TEFP, dont les camarades du NPA qui y participent, a soutenu cette proposition. L'objectif était d'enrayer autant que possible un nouveau recul, voire une disparition, de la FSU, d'essayer de regrouper des forces pour mener une campagne en commun face aux syndicats d'accompagnement et d'économiser du temps et de l'énergie dans le travail au long cours de préparation et de compte rendu des réunions d'instance de représentation du personnel. Enfin, la répartition des sièges à la plus forte moyenne favorise la liste ayant réalisé le score le plus important.

Cette orientation a été approuvée dans la CGT TEFP par un peu plus des deux tiers des mandats à l'occasion d'un comité général. Celles et ceux qui y étaient opposé-es agitaient, outre l'existence bien réelle d'inimitiés entre les différentes équipes dans quelques départements, le risque d'une dilution des revendications CGT dans le cadre d'un nouveau « syndicalisme rassemblé ». Elles et ils pointaient également, à juste titre, le fait que ces listes communes pouvaient constituer la première pierre d'un outil syndical commun. Et de leur point de vue ce projet devrait être combattu car il implique la possibilité d'une affiliation interprofessionnelle autre qu'à la CGT, ou

Le carré de tête intersyndicale : Marylise Leon (CFDT), Laurent Berger (CFDT), Sophie Binet (CGT), Valerie Lesage (URIF CGT), Murielle Guilbert (Solidaires), Simon Duteil (Solidaires). 12^e manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites, 13 avril 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



de constitution d'un syndicat autonome. Ces objections méritent qu'on s'y arrête, elles reflètent les débats plus généraux dans la CGT.

La polémique contre le « syndicalisme rassemblé » entretient, sciemment ou par incompréhension, une confusion entre l'orientation qui consistait en la recherche d'accord systématique et privilégiée avec la CFDT⁵, et celle des partisan-es de l'unité et de l'unification syndicale sur des bases de lutte. Les deux démarches n'ont pourtant rien à voir. Poussée à l'absurde, cette rhétorique est parfois utilisée par des secteurs néostaliniens pour refuser toute logique d'action commune avec d'autres organisations syndicales.

La crainte qu'une réunification syndicale conduite à une rupture avec la confédération est quant à elle peu fondée. La FSU est une fédération, elle aurait vocation à s'intégrer dans la CGT. La question se pose différemment pour Solidaires, structurée sous la forme d'une union interprofessionnelle. Mais au vu des rapports de force, l'unification, si elle devait avoir lieu, s'opérerait soit dans le cadre de la CGT, soit dans une confédération renommée qui hériterait en grande partie de ses principes et fonctionnements. En réalité ces arguments reviennent, même quand leurs tenant-es admettent « en principe » l'objectif de réunification syndicale, à théoriser et justifier la division, parfois en poussant le raisonnement jusqu'à des considérations quasi-génétiques : Solidaires est issu de la CFTC via la CFDT, et porterait donc la tare du syndicalisme chrétien !

Cette vision est partagée, bien que de manière moins caricaturale, par une partie des militant-es de Solidaires, qui voient dans leur outil syndical et leurs règles de fonctionnement une garantie contre les phénomènes bureaucratiques qui touchent la CGT. Aux considérations interprofessionnelles et « d'identité » syndicale, s'ajoutaient pour ce qui concerne SUD TAS des reproches adressés à la CGT TEFP concernant les difficultés de traitement d'une plainte pour violences sexistes et sexuelles et de propos sexistes tenus en son sein. Ces problèmes sont réels et concernent à des degrés divers l'ensemble de la CGT, mais aucun syndicat n'est immunisé. L'absence d'unité ne fait pas avancer le traitement des VSS, elle peut même freiner des discussions et des évolutions. Du fait de ces réserves, la consultation des adhérent-es de SUD TAS n'a donné qu'une courte majorité en faveur de la constitution de listes intersyndicales, suffisante néanmoins pour passer aux travaux pratiques.

BILAN PROVISOIRE

Des accords ont été rapidement trouvés sur la répartition des places éligibles et des suffrages⁶ – le SNUTEFE-FSU ne prétendant pas à un maintien de ses voix et de son nombre d'élu-es au vu de ses difficultés sur le terrain – et sur le contenu de la campagne avec le slogan « uni-es dans les luttes et dans les urnes ».

Les résultats sur le plan électoral ont été en demi-teinte : la liste intersyndicale est arrivée en première

position avec 48,2 % des voix, mais ce résultat est en recul par rapport au cumul des scores CGT, SUD et FSU lors des élections de 2022, qui s'élevait à 52,3 %. La candidature commune n'a pas créé de dynamique permettant de compenser le délitement de la FSU et d'enrayer la progression de la CFDT. L'addition des suffrages et le mécanisme d'attribution à la plus forte moyenne ont néanmoins permis à l'intersyndicale de conserver la majorité absolue des sièges au CSA ministériel. Les résultats ont été du même ordre pour les listes « L'élan commun » au ministère de l'Agriculture. Dans un cas comme dans l'autre, le très fort recul de la participation (- 10 points au Travail, quasiment - 20 à l'Agriculture) n'en facilite pas la lecture.

Sur le plan du travail commun dans les instances en revanche, le bilan provisoire est nettement plus positif. À une exception près, toutes les expressions et comptes-rendus aux agent-es ont été signées des trois organisations qui avaient constitué la liste. Le travail préparatoire est systématiquement discuté et réparti dans le cadre de réunions intersyndicales.

Enfin, au travers des discussions sur ces listes communes, le débat sur la réunification syndicale a débuté et n'est plus seulement un sujet de discussion pour les soirs de fête.

DES ENSEIGNEMENTS PARTIELS PEUVENT ÊTRE TIRÉS DE CETTE EXPÉRIENCE TOUJOURS EN COURS

Le principal est qu'il n'y a pas de fatalité à ce que les débats sur l'unité et l'unification syndicale restent cantonnés dans les plus hautes sphères des directions syndicales. Dans toute la fonction publique, les routines de concurrence entre les organisations combattives peuvent être questionnées sur la base des nombreux points communs existant entre les plateformes revendicatives des unes et des autres, mais aussi des prochaines offensives annoncées par le gouvernement (réforme Guérini des statuts pour casser la progression de la rémunération à l'ancienneté, 10 milliards de coupes budgétaires en 2024 et 20 milliards en 2025, etc.) et du risque d'accession au pouvoir de l'extrême droite.

Le plus important reste l'action commune pour mobiliser notre camp, mais il est peu crédible que des organisations qui se font concurrence électoralement depuis des années se rassemblent dans un outil syndical commun sans étape intermédiaire. Les listes unitaires peuvent constituer cette étape, avant d'éventuelles réunions communes des militant-es à différents niveaux, puis l'ouverture en tant que telle d'un processus d'unification. Et si la « transcroissance »

ne s'opère pas, les accords électoraux constitués sur des bases revendicatives solides n'ont rien de honteux. Nous préférierions toutes et tous que ces débats soient posés à la faveur d'une situation politique et sociale bien différente, mais ne laissons pas passer l'opportunité de réduire, ne serait-ce qu'un peu, la fragmentation de notre camp social et de ses organisations. □

1) Il s'agit du comité social d'administration ministériel - l'équivalent du CSE dans les entreprises privées - et des commissions administratives paritaires - qui depuis la loi de « transformation » de la fonction publique de 2019 n'examinent plus les demandes de mutation mais continuent d'examiner les recours formés par les agent-es sur les décisions individuelles qui les concernent (évaluation professionnelle, refus de télétravail...) et donnent un avis sur les procédures disciplinaires.

2) Cf le site <https://elan-commun.fr/>

3) La CGT est également majoritaire au ministère de la Culture. Solidaires l'est au ministère des Finances, la FSU à l'Agriculture et aux Affaires étrangères.

4) L'OTE a supprimé les services déconcentrés propres au ministère du travail et les agent-es ont été intégrés dans des directions interministérielles dirigées par les préfets (les DDETS et DDETS-PP).

5) Lors du dépôt d'une liste intersyndicale, les organisations qui la constituent doivent indiquer comment elles se répartissent entre elles les voix, afin que les résultats puissent être pris en compte pour déterminer la représentativité de chacune et la représentativité de leurs fédérations ou unions au niveau de la fonction publique. En l'occurrence la clé de répartition attribuait 57,5 % des voix à la CGT TEFP, 32,5 à SUD-TAS et 10 % au SNUTEFE-FSU.



Paris le 31 janvier 2023, manifestation contre la réforme des retraites. © Photothèque Rouge / JMB

Pour un appel à un nouvel outil syndical

PAR RAPHAËL GREGGAN

La discussion sur le syndicalisme en France divise en première instance le champ syndical en deux camps, l'un réformiste, l'autre lutte de classe. Si cet antagonisme peut aider à réfléchir, il faut garder à l'esprit qu'aucun camp ne vise une transformation révolutionnaire de la société capitaliste.

« Les syndicats [...] représentent le type d'organisation prolétarienne spécifique de la période de l'histoire dominée par le capital. En un certain sens, on peut soutenir que de telles organisations font partie intégrante de la société capitaliste et sont une fonction inhérente au régime de la propriété privée. [...] La nature essentielle du syndicalisme est concurrentielle, elle n'est pas communiste. Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société : il peut offrir au prolétariat une bureaucratie expérimentée, des techniciens experts en questions industrielles de portée générale, il ne saurait être la base du pouvoir prolétarien. »¹. L'intégration des syndicats dans la société, leurs projets stratégiques (souvent en crise) ne visent, dans tous les cas, qu'à des modifications partielles du fonctionnement de la société visant, entre autres, à une plus grande prise en compte, voire une intégration, des syndicats à son fonctionnement. C'est dans cette logique que s'inscrit celle du « dialogue social » largement partagée même si des nuances importantes existent dans sa mise en œuvre entre le camp dit « réformiste » et celui « lutte de classe ».

ÉTAT DES LIEUX (PARTIEL) DU PAYSAGE SYNDICAL EN FRANCE

Selon les déclarations des centrales syndicales, la CFDT compte

aujourd'hui 612 000 adhérentEs ; 640 000 à la CGT (dont 15 000 à la CGT éducation) ; 500 000 à FO ; 165 000 à la FSU (dont 58 000 au SNES ; 51 000 au SNUipp ; 11 000 au SNUter) et 96 000 à Solidaires (dont près de 8 000 à SUD éducation). Ce qui fait de la CGT la première centrale syndicale en nombre d'adhérent-es.

Dans le secteur privé, l'audience syndicale (résultats sur les CSE et élections dans les TPE) sur le cycle 2017-2021 (voir tableau 1) montre que la CFDT confirme sa place de première organisation syndicale depuis 2017, en creusant l'écart avec la CGT avec 191 000 voix de différence, là où ces deux organisations n'avaient que 11 000 voix d'écart sur le cycle précédent.

Dans la fonction publique, le paysage est sensiblement différent (voir tableau 2), avec la présence de la FSU dans la fonction publique d'État et principalement dans l'éducation nationale (83% de ses syndiquéEs). Si la CGT est en tête sur l'ensemble des fonctions publiques et dans deux secteurs sur trois (territoriale et hospitalière), elle perd néanmoins 4 points aux élections sur l'ensemble de la fonction publique entre 2014 et 2022 et elle est cinquième (sur six) dans la fonction publique d'État. En particulier dans l'éducation nationale, la CGT éducation fait jeu égal avec SUD éducation, qui vient de faire son entrée au CSA ministériel.

Notons à ce propos que la FSU n'est plus la première organisation de la fonction publique d'État. Les écarts avec FO et l'UNSA sont petits, même si la FSU reste largement devant dans l'éducation nationale. Au niveau de la fonction territoriale, si la FSU est devant SUD, elle est cinquième (sur six). De plus, la FSU ne syndique pas dans la fonction publique hospitalière.

Ces pertes de places pour la CGT et la FSU pèsent dans l'esprit des dirigeants syndicaux nationaux de ces deux organisations. Ce qui peut expliquer les discussions communes du camp lutte de classe (CGT-FSU-Solidaires), qui ont débouché sur un dialogue privilégié entre la CGT et la FSU. Dans ce cadre, trois moments serviront de test : le congrès de la FSU en 2025, le congrès de la CGT (en 2025) et les élections professionnelles (secteur public) de 2026. Le temps est suffisamment long pour que nous puissions agir, mais sans retard.

Au-delà des volontés électorales des bureaucrates, nous devons constater l'état d'extrême faiblesse du syndicalisme, qui a disparu de toute une partie du salariat. Dans ce cadre, la priorité doit être de regrouper les forces qui subsistent pour tenter de se redéployer, plutôt que d'attendre qu'une organisation disparaisse pour espérer prendre sa place.

BILAN DE LA MOBILISATION DE 2023

Le mouvement contre la réforme des retraites de 2023 est caractérisé par une unité intersyndicale sans faille. Cette unité a été un combat permanent pour que chaque organisation s'y retrouve (souvent sur le plus petit dénominateur commun). Cette unité par le haut n'a pas résolu magiquement les difficultés pour construire une mobilisation auto-organisée, c'est-à-dire dont les mots d'ordre et les rythmes sont décidés par les grévistes, réunis en assemblées générales souveraines. Les premières AG ont été fournies numériquement, mais elles ont vite déçu, faute d'avoir une utilité propre à la mobilisation. Le combat pour le maintien de l'unité au sein de l'intersyndicale nationale a convaincu les directions syndicales intermédiaires à ne rien tenter de trop combatif localement ou par secteur. Les AG ou les réunions intersyndicales locales se sont donc contentées d'animer la mobilisation par des

manifestations de nuit ou des soutiens à des lieux emblématiques bloqués (les éboueurs de Paris par exemple) dans le cadre imposé et rythmé par l'intersyndicale nationale. Il aurait fallu, à des moments précis, sortir du rang pour proposer des rythmes de mobilisation (vers la grève reconductible) propres à certains secteurs. Certaines fédérations de la CGT ou de Solidaires ont tenté, sans succès, de mettre en place un calendrier plus rapproché que celui de l'intersyndicale nationale. Et lorsque l'intersyndicale nationale s'est décidée à appeler à "mettre le pays à l'arrêt" autour du 7-8-9 mars, il était déjà trop tard, nationalement. Fin mars, le secteur de l'éducation aurait pu proposer une grève lors du passage des épreuves du baccalauréat. Mais les syndicats ne se sont pas emparés de ce moment, pour ne pas briser l'unité.

Le combat dans l'intersyndicale nationale n'a pas porté sur le contenu de l'unité et ou sur les possibilités

de passer à l'offensive. Ce serait une erreur d'en tirer la conclusion que l'unité empêche l'action, voire pire : que seuls les dirigeants nationaux des syndicats seraient responsables de notre échec. Au contraire, cette unité a été le seul moteur de l'action des travailleurs, sans cela il y a fort à parier qu'il n'y aurait pas eu une telle mobilisation. Le bilan que nous devons tirer de cette mobilisation, c'est qu'il faut l'unité permanente la plus large possible des organisations syndicales, et qu'ainsi, en période de mobilisation, il soit possible d'essayer de mener d'autres combats.

POUR L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS

Notre courant caractérise les syndicats comme « *la forme élémentaire de front unique dans la lutte économique* »², c'est-à-dire le lieu qui rassemble les travailleurs/ses, quelle que soit leur opinion politique ou religieuse dans la lutte élémentaire contre l'exploitation quotidienne du Capital. Il est l'organe élémentaire de défense des intérêts immédiats de la classe. Le syndicat est donc pour nous un lieu de triple confrontation : avec les militantEs des autres organisations politiques, avec les bureaucrates syndicaux (et leurs contradictions) et avec le niveau de conscience réel des salariés. Pour le dire autrement : c'est pour des raisons politiques que nous faisons du travail syndical. La question de l'unité des travailleurs/ses est une question centrale pour notre projet politique et nous ne pouvons rester en dehors de ce débat.

MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE

Le patronat français doit trouver des moyens de maintenir son taux de profit et son rang au niveau mondial. Cela passe par une augmentation du taux d'exploitation (diminution de salaires ; augmentation des cadences) et par un transfert des dépenses publiques vers des cadeaux patronaux. Cette politique à court terme crée de nombreuses révoltes et mobilisations dans tous les secteurs de la population (Gilets jaunes ; quartiers populaires ; retraites en 2023 ; agriculteurs, etc.). Même si l'État renforce sa répression

Organisation	Suffrage (en milliers)	Évolution (en milliers)	Proportion 2021	Proportion 2017
CFDT	1 343	-39	26,77%	26,39%
CGT	1 152	-50	22,96%	24,85%
FO	764	-54	15,24%	15,60%
CFE-CGC	598	+39	11,92%	10,69%
CFTC	477	-20	9,50%	9,48%
UNSA	300	+20	5,99%	5,35%
Solidaires	184,5	+3	3,68%	3,46%

Tableau 1. Audience syndicale 2017-2021.

Source : https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/cp_resultats_audience_syndicale_2017_2020.pdf

	CFDT	CGT	FO	FSU	SUD	UNSA
FP d'État	126,3 (13,3%)	103,9 (10,9%)	169,5 (17,8%)	162,5 (17,1%)	61,7 (6,5%)	155,9 (16,4%)
Dont CSA MEN	31 (1 siège)	26,8 (1 siège)	56 (2 sièges)	137,5 (6 sièges)	20,5 (1 siège)	78 (3 sièges)
FP territoriale	179 (22,2%)	226,2 (28%)	129,3 (16%)	32,9 (4,1%)	31,3 (3,9%)	69,6 (8,6%)
FP hospitalière	93,4 (23,7%)	118,2 (30%)	104,5 (16,6%)	0 195,4	31,5 (8%)	25 (6,5%)
Ensemble	398,7 (18,6%)	448,3 (20,9%)	403,3 (18,7%)	(9,1%)	124,5 (5,8%)	250,5 (11,7%)

Tableau 2. Résultats aux élections des comités sociaux 2022 (en milliers de votants).

Source : https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/ArchivePortailFP/www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/statistiques/stats-rapides/resultats-electionsFP_2022.pdf





pour maintenir sa légitimité (force est de constater que pour l'instant la répression d'État est suffisante pour nous faire reculer), une partie du patronat français fait le choix de l'extrême droite (à l'image de Bolloré), anticipant l'usure accélérée du personnel politique bourgeois actuel, et veut aller plus en avant dans l'augmentation de l'exploitation. Le temps nous est compté. Dans ce cadre, l'unité des travailleurs/ses est une condition nécessaire à la résistance.

DIFFÉRENTES CONCEPTIONS DU SYNDICALISME

FO ou la CFDT ont théorisé depuis longtemps la division syndicale « à chaque courant de pensée, sa confédération ». Cependant, il n'en est pas de même à la CGT (avec la limite qu'elle ne conçoit l'unification syndicale que comme un retour des autres organisations à la « maison mère ») ni pour la FSU, qui a maintenu l'héritage de la FEN, à savoir le droit de tendance, qui permet à chaque courant politique de s'y retrouver, tout en étant dans le même giron organisationnel. Notons le cas particulier du SNUTer-FSU, constitué principalement par des équipes en rupture avec la CFDT (en 2003) ou exclues de la CGT et donc peu enclin à envisager l'unification organisationnelle.

Solidaires, par son histoire, est l'héritière d'une unification syndicale partielle (le G10), mais compte de nombreuses équipes (SUD PTT, SUD Rail...) qui ont quitté, ou se sont fait exclure, d'autres organisations syndicales (CFDT ou CGT) et qui ne sont pas prêtes à y retourner.

Néanmoins, les discussions vont bon train entre la CGT et la FSU et on peut pronostiquer que ces deux organisations présenteront des listes communes aux prochaines élections professionnelles de 2026 dans la fonction publique.

Pour l'instant rien n'est écrit (ni même dit) sur la mise en pratique d'une organisation commune. Il y a fort à parier que dans un premier temps les directions seront conjointes, mais propres à chaque syndicat ou fédération et qu'il faudra encore du temps pour arriver à une unité organisationnelle et que, si elle a lieu, celle-ci sera limitée au champ de l'éducation nationale, laissant de côté les territoriaux. Il est vraisemblable que des équipes syndicales de la CGT ou de la FSU refuseront d'adhérer à une telle unification et chercheront un nouveau refuge, ce qui peut être un pari gagnant pour Solidaires. Mais ce coup de billard en plusieurs bandes n'est pas satisfaisant pour nous.

QUELLE POLITIQUE POUR LE NPA ?

Cette unification partielle se fait « par en haut » et diffuse peu parmi

les syndicats locaux (et encore moins chez les adhérents). C'est un fait, mais ce n'est pas une fatalité. La première chose est de donner un contour politique à l'unification syndicale. Cela commence par « l'indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste »³. On peut ajouter la nécessité de rester dans le camp de la lutte des classes et, si possible, d'avoir des organisations démocratiques. Il faut ensuite traduire ces généralités. Pour essayer d'être plus concret, cela veut dire un refus des réformes macronistes, notamment dans les fonctions publiques.

UN APPEL À SE RASSEMBLER « TOUS ENSEMBLE »

Dans ces débats, nous pouvons jouer une carte avec comme objectif de rassembler les équipes combattives. Nous devons discuter de lancer un appel avec ces équipes dans la CGT, Solidaires et la FSU (à commencer par l'École émancipée) pour agir ensemble pour un nouvel outil syndical. L'enjeu est triple. Avant tout, assurer la défense quotidienne et collective des intérêts des salariéEs, notamment contre le danger mortel que représente l'extrême droite. Ensuite lutter contre les réformes néolibérales en cours, pour nos salaires, ainsi qu'une diminution du temps de travail pour travailler touTEs. Enfin, créer un cadre démocratique de masse, où chacunE a sa place.

Cet appel pourrait déboucher sur des comités de liaison intersyndicaux pour agir ensemble, sans faire éclater les équipes militantes existantes. □



Philippe Martinez, ancien secrétaire général de la CGT. Manifestation contre la réforme des retraites, Paris, 31 mars 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

1. Antonio Gramsci. *Syndicats et Conseils*, 1919.

2. Léon Trotsky. *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, 1932

3. Léon Trotsky. *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, 1940.

Oskar Negt (1934-2024)

PAR ALEXANDER NEUMANN*

Cet hommage d'Alexander Neumann, président du comité scientifique du CIPh, à son ami, dont il a traduit, en particulier, L'espace public oppositionnel pour la collection de Miguel Abensour, a été publié le 19 février sur le site du Collège international de philosophie.

Mon ami Oskar Negt est mort. Il approchait les 90 ans, bien entouré par Christine Morgenroth, professeure, psychanalyste, sa compagne, qui était aussi la gardienne de la dignité pendant ses dernières années de maladie incurable. Il laisse une œuvre de vingt volumes (aux éditions Steidl), autant que Hegel – comme il aimait à le rappeler –, et la forme éditée de ses cours à l'université Gottfried Wilhelm Leibniz de Hanovre. C'était un intellectuel d'une vivacité incomparable, animé d'un humour caustique et d'une joie de vivre récurrente, après avoir échappé au pire. Oskar est né au milieu de l'été 1934, près de Kaliningrad, alors Königsberg, la ville natale de Kant, tout près de la mer Baltique. Il en avait gardé un léger accent chantonnant, le goût du poisson frais, du vin blanc et de la philosophie politique. Cet été 1934, la vie quotidienne à la ferme parentale n'avait pas encore été frappée par la violence déchainée du régime nazi. Oskar aimait dormir dans le foin, rêver ou contempler le ciel. Il raconte ces détails dans son essai autobiographique *Überlebensglück*, mais pour être capable de s'en souvenir, à 80 ans, pour qu'il parvienne à écrire cela, il a fallu que Christine l'aide de toutes ses facultés psychanalytiques, au cours d'un séjour à Vienne non loin du domicile de Sigmund Freud.

LES SOUVENIRS SONT TERRIBLES

Vers la fin de la guerre, les parents abandonnent les plus jeunes, les envoient à Königsberg en train

régional, croyant pouvoir défendre à mains nues le domaine face à la puissante Armée rouge. Oskar et ses sœurs errent au milieu des bombardements et des combats, traversent péniblement la mer Baltique et se retrouvent enfin dans un camp de rétention sous l'autorité danoise.

Quand le monde s'effondre, les débris frappent même un héros, avait dit Hegel Horace. Le traumatisme de la guerre et de la violence nazie a fortement imprégné toute l'œuvre de Negt, sans être nommé explicitement. Dans *Histoire et subjectivité rebelle (Geschichte und Eigensinn)*, écrit avec Alexander Kluge, se trouve, par exemple, une réflexion au sujet de la famille en tant qu'ensemble de terreurs (Familie als Terrorzusammenhang). Je le lis aujourd'hui comme une conceptualisation de l'expérience déchirante de 1944, entre normes imposées, abandon, peur de mourir et captivité. Je pense que nos traumatismes respectifs et quêtes de sens furent à la base d'une affinité intellectuelle au-delà des mots. Cela a été dit quand même, lorsque Oskar a rencontré mon père, qui était de sa génération.

PARCOURS UNIVERSITAIRE

De retour en république allemande, Oskar obtient son baccalauréat grâce à ses lectures de Kant, puis s'initie à la Théorie critique, en particulier la sociologie empirique et la philosophie pratique, dans le sillon d'Adorno et Horkheimer, qui étaient à la fois professeurs de sociologie et de philosophie à Francfort : tous deux signent la préface à la forme publiée de sa thèse

de doctorat, celle qui compare d'une manière critique Georg Wilhelm Friedrich Hegel et Auguste Comte. Adorno précipita la validation de ce doctorat lorsqu'il apprit qu'Oskar Negt allait devenir assistant sous l'égide du jeune professeur Jürgen Habermas. Oskar a conté comment Jürgen a de fait empêché son habilitation à diriger des recherches, au bout de sept années de service, au terme de longues discussions nocturnes, amicales et infructueuses.

Soyons précis : j'étais présent lorsque Habermas a reconnu avoir sous-estimé la capacité intellectuelle de Negt, lors de son 80^e anniversaire. Negt sera enfin nommé professeur à Hanovre, en 1972, après une intervention du ministre fédéral de la recherche, qui n'était autre que le successeur direct d'Adorno à la tête de l'Institut de Francfort, l'IfS, Ludwig von Friedeburg – pendant sa période ministérielle il délégua Gerhard Brandt pour diriger l'Institut.

Oskar appelle cela de la chance : je parlerais plutôt de justice. Car ce n'était pas de la faute de Negt si Habermas avait été auparavant répudié intellectuellement par Horkheimer, au moment où il aurait voulu obtenir sa propre habilitation à Francfort. Le parcours de Negt, son existence même, en tant qu'adornien soutenu par le directeur de Francfort en exercice après la mort d'Adorno, Friedeburg, contredit le récit qui



voudrait présenter Habermas comme la « seconde génération » de l'école de Francfort. Ce discours n'est plus entretenu par le nouveau directeur de l'Institut de Francfort, Stephan Lessenich, au moment où Negt cesse de respirer. J'ai compris toute cette constellation en 2014, quand Negt s'est fait une joie d'être le rapporteur de mon habilitation à diriger des recherches portant sur la Théorie critique, à Paris, avant de me confier tous les détails de son propre parcours avec un sourire radieux, à la terrasse d'un café, rue Pouchet. Il a insisté, en paroles comme par écrit, sur l'importance de toujours chercher une issue, avec persévérance, comme il l'avait fait à Königsberg, ou dans ce camp danois où il avait creusé un tunnel de fuite à mains nues comme une taupe, ou encore à Francfort, dans une société ouest-allemande infestée par les anciennes élites nazies.

UNE FORME DE CONSÉCRATION

Il avait répondu avec humour, toujours, à la question d'une haut fonctionnaire allemande qui voulait savoir, lors d'un diner parisien, ce que Negt pensait du projet européen de favoriser des universités d'excellence ou d'élite – *Eli-teuniversitäten* en allemand. Il avait

répliqué: je hais les élites! Les élites ont été capables d'épouser le nazisme, puis de le tolérer encore jusqu'en 1968 au moins, elles puent le mépris de classe aristocratique ou la médiocrité bourgeoise.

Ces élites ont longtemps regardé de haut le jeune intellectuel Negt, réfugié et immigré dans son propre pays, étudiant chéri des anciens exilés francfortois, ami des syndicalistes ouvriers, des dissidents socialistes et des pédagogues expérimentaux sans notations, compréhensif envers le marxisme soviétique et allié des féministes universitaires.

Ce jeune enseignant dont le séminaire sur Marx, à Francfort, comptait des centaines d'inscrit-es, qui comptait parmi ses étudiants Angela Davis et le jeune Daniel Cohn-Bendit, lui qui discutait en cours à Hanovre les choix de Ulrike Meinhoff, cette ancienne étudiante d'Adorno qui avait rejoint la RAF. Le sociologue Oskar Negt attribuait aux ouvriers un flair politique élémentaire qui les rend capables de déceler toute situation de domination, l'instinct de classe (*Klasseninstinkt*). Sans doute Negt parle-t-il un peu de lui-même, proche en cela de ce fils du Béarn Pierre Bourdieu qu'il citait parfois.

Vers la fin de la carrière negtienne, le quotidien francfortois de droite, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,

avait encore moqué le mode de travail artisanal et libre de Kluge et Negt, dans un article à charge d'une demi page. Le lendemain de sa mort, la *FAZ* débordait d'éloges, oubliant l'ancienne taupe marxiste, le représentant comme l'un des intellectuels politiques les plus importants de la république fédérale!

Le même jour, Alexander Kluge a rendu hommage à Negt, tout en ridiculisant involontairement la *FAZ*, en affirmant qu'entre lui et Oskar, la hiérarchie était très claire: c'est Oskar qui donnait la ligne conceptuelle. Nul esprit brouillon ici, mais une constance adorningienne claire comme le cristal.

Le cosmopolitisme de Negt, inspiré de Kant et de Marx, dépassait de loin celui des journalistes berlinois. Il avait participé à la campagne mondiale pour la libération d'Angela Davis, traversé la moitié de l'Europe en guerre, puis accepté des invitations dans des universités américaines, chinoises, donné une conférence à la demande de la présidence Lula, inspiré la pédagogie en Europe du Nord, favorisé la traduction de son œuvre dans les langues les plus connues.

Francophone, il adorait Paris, le Paris de la Révolution française, de la Commune et de la grève générale de 68 qu'il avait vécu sur place, le Paris de l'université de Vincennes aussi. Il lisait et discutait André Gorz et Gilles Deleuze, d'un air circonspect, mais il préférerait Jean-Marie Vincent et Socialisme ou Barbarie.

En marge d'une conférence parisienne, Lucia Sagradini avait comparé le sens pratique de Negt à celui de Léonard de Vinci, l'intellectuel-ingénieur et ingénieur, ce qui avait provoqué le plus beau sourire de l'intéressé. C'est une chose que le quotidien conservateur allemand *FAZ* ne saurait comprendre. La clairvoyance negtienne allait de pair avec sa consistance politique. Quand le mur de Berlin est tombé et que l'Union soviétique s'est effondrée, une grande conférence sur le bilan historique de la gauche, à l'Université est-berlinoise Humboldt, a réuni Negt, Ernest Mandel – intellectuel-clé de la Quatrième Internationale – et Gregor Gysi, avocat et dernier chef du parti unique du RDA en voie de refondation. Negt tomba d'accord avec Mandel qu'il s'agissait de maintenir la référence à la révolution russe d'Octobre 1917, dans l'esprit de Rosa Luxemburg, mais il ne voyait nulle trace de patrimoine

La Révolution et nous. La formation de la théorie critique de 1789 à nos jours

Éditions La Brèche, Paris, 2022, 13 euros, 460 pages.

L'objectif de ce livre incisif, dont l'auteur, Alexander Neumann, est professeur de philosophie à l'université Paris-VIII, est de reprendre le fil rouge de l'impulsion révolutionnaire depuis 1789 jusqu'à nos jours, en passant par Karl Marx, Georg Lukacs, l'école de Francfort et... Angela Davis. Alexander Neumann met en évidence les correspondances entre expériences historiques et élaborations théoriques, mais il ne s'agit pas d'un exposé linéaire: la théorie critique n'est pas un long fleuve tranquille, mais une lutte permanente entre révolution et contre-révolution. Cette dernière est notamment représentée, sur le terrain philosophique, par Martin Heidegger, que Walter Benjamin se proposait, dès les années 1930, de « démolir ». Theodor W. Adorno et son disciple allemand Oskar Negt (qui signe la postface) occupent une place de choix dans ce riche tableau de la culture révolutionnaire.



Michael Löwy

ouvrier dans les défunts États pro-soviétiques, contrairement à Mandel, et il avançait que le socialisme n'est qu'une chose morte s'il s'incarne dans des partis, États et appareils.

DES RELATIONS CONFLICTUELLES AEC LE SPD

Le retournement médiatique assez récent, qui a fait passer Negt d'un répudié à celui d'intellectuel central, résulte de basculements politiques dans l'histoire de la gauche qui ont été commentés, eux aussi, avec beaucoup d'humour par Oskar. En 1962, il avait été expulsé du parti social-démocrate ouest-allemand (SPD), en tant que membre des étudiants socialistes SDS qui refusaient alors d'appliquer le nouveau programme du parti, en rupture avec le marxisme, l'internationalisme et la Révolution française, mais en adhésion à l'État national, l'économie de marché et l'alliance avec la droite post-nazie sous l'égide de l'ancien nazi Kiesinger. Interrogé sur ce moment, Oskar semble dire que la gauche s'est alors séparée du SPD, ce parti qui « *ne servait plus à rien* », au lieu de constater son expulsion du parti. Aussi s'amusa-t-il à rappeler que, depuis qu'il ne faisait plus partie du SPD droitisé, ses rapports avec ce parti étaient devenus « *nettement plus détendus* ».

Il est vrai que la perte fut très grande pour le SPD, qui avait perdu presque une génération entière d'intellectuels en se mettant à dos tout le mouvement étudiant, de 1959 jusqu'au début des années 1970. Pendant cette période, Negt avait assuré un temps la direction du SDS, devenu une organisation socialiste indépendante. La même ironie negtienne a encore triomphé lorsque la presse a voulu savoir comment l'intellectuel allait prendre position face à son ancien compagnon de route de la gauche locale à Hanovre, Gerhard Schröder, soudainement élu Chancelier de la république allemande en 1998, en tant que membre du SPD. Oskar répondit alors : « *Je ne vois pas comment je pourrais rompre une longue amitié... sous le seul prétexte que cet ami soit devenu Chancelier* ».



En réalité, Negt s'est contenté de donner quelques conseils pendant le premier mandat, dont celui de ne pas se laisser enrôler dans la guerre en Irak, promue par les États-Unis sans mandat de l'ONU.

Quand Schröder a commencé à attaquer les syndicats, les 35 heures et les droits des chômeurs, Negt s'est quand même fâché dans les colonnes d'un quotidien, et plus encore quand l'ex-Chancelier s'est laissé rémunérer par l'entreprise russe Gazprom. Oskar était prêt à discuter de tout, sauf de ses positions et convictions fondamentales. En tout cas, depuis le jour où Oskar est apparu comme un « ami » du chef de l'État, les principaux médias ont changé de ton, FAZ en tête.

Heureusement, je l'ai connu personnellement au début de cette transition, de telle sorte que je pouvais observer que Negt aimait l'idée d'être considéré comme un potentiel ministre fédéral (à la manière de Ludwig von Friedeburg), tout en comprenant que ce serait une erreur politique de rejoindre une social-démocratie devenue anti-marxiste, potentiellement anti-syndicale.

Il était entièrement, physiquement presque, du côté du pouvoir de l'esprit, contre l'esprit du pouvoir. C'est sans doute pour cette raison que l'un de ses anciens étudiants, devenu premier dirigeant de la confédération syndicale allemande DGB, Rüdiger Hoffmann, est venu en voiture depuis Berlin à Hanovre pour y ouvrir le colloque en honneur de Negt lors de ses 85 ans par un mot d'accueil. La version française

de mon hommage à Oskar se trouve en ligne dans le numéro de la revue *Variations* : Modèles critiques.

La vie d'Oskar Negt a fini un peu comme elle a commencé, exposée aux menaces qu'incarne l'extrême droite, les nazis, toujours prêts à détruire l'humanité, hier comme aujourd'hui. En 1934, Hitler était en train de préparer la guerre. En 2024, l'extrême droite a dépassé les 20% dans les sondages électoraux. Lors du colloque pour ses 85 ans, Negt, affaibli, est monté sur la tribune pour la dernière fois pour dire une seule chose : « *Ne croyez pas que les fascistes aient changé en quoi que ce soit ! Ils vous mentent toujours, levez-vous contre cette menace !* » La salle lui a répondu par une longue standing ovation. Les semaines avant sa mort, des manifestations antifascistes de masse, historiques, ont déferlé dans toutes les villes allemandes, par centaines de milliers à l'Ouest comme à l'Est, trop grandes pour être contenues par les places et artères, de telle sorte que les organisateurs ont dû les dissoudre avant la tombée de la nuit, pour éviter des accidents, à Hambourg, Munich et Berlin. L'élan fasciste est brisé pour l'instant. Oskar, tu peux partir en paix, la Théorie critique est partout, les élites deviennent intranquilles, et ta réception est immense ! □

Paris, 5 février 2024

*Alexander Neumann est philosophe, professeur des universités à Paris 8.

La séparation du NPA était devenu inévitable du fait du sectarisme de sa minorité

ANTOINE LARRACHE, CHRISTIAN VARQUAT,
CHRISTINE POUPIN, PENELOPE DUGGAN*

La séparation du NPA constitue un échec politique mais elle était devenue inévitable et même nécessaire pour avancer dans la construction d'un parti utile en France. En effet, l'organisation, dans une grande partie de ses sections locales, et plus encore dans sa direction, était devenue un lieu d'affrontement entre des organisations séparées qui n'avaient plus de pratique commune. C'est pour cette raison que la majorité, la plate forme B, a assumé d'aller à la séparation, sans en tirer une quelconque fierté mais avec la conviction, confirmée depuis, que c'était la décision pertinente.

Nous avons tenté dès le congrès précédent de revenir au fonctionnement normal d'un parti, de chercher à obtenir un fonctionnement démocratique et collectif, mais les composantes dont nous sommes séparé-es voulaient imposer de perpétuer un fonctionnement de fractions concurrentes, voire d'organisations concurrentes, au sein du parti. Bien plus que les importants désaccords qui s'exprimaient au sein du NPA, c'est leur refus de changer qui est la cause essentielle de la séparation.

Le NPA a été fondé en 2009 à partir d'une campagne de la LCR pour un parti large, dirigé par des révolutionnaires, reposant sur les revendications transitoires mises en avant lors de la campagne présidentielle de 2007, et s'appuyant sur le succès de cette dernière et la popularité d'Olivier Besancenot. Ce parti, large en termes de diversité militante, avait cependant dès le départ une stratégie claire indiquée dans ses principes fondateurs concernant le clivage entre réforme et révolution et le rapport à l'État.

Cependant, la conjoncture politique favorable à l'époque s'est retournée très rapidement. Le Parti de Gauche, puis surtout La France insoumise ont occupé en grande partie de l'espace politique

laissé libre par la crise de la social-démocratie et du Parti communiste. Une première scission a eu lieu en 2012, près de la moitié de l'organisation construisant la Gauche anticapitaliste pour rejoindre le Front de gauche, formant en 2013 Ensemble! par une fusion de la GA et d'autres groupes, dont les Alternatifs – Ensemble! s'est divisé en 2022 avec la création de la Gauche écosocialiste, membre de La France insoumise. Dans le même temps, se sont développés dans le NPA des courants qui n'en partageaient pas le projet fondateur et n'y participaient que pour construire leur propre courant/fraction, prétendant « clarifier le projet stratégique » du NPA, dénoncer son « rapport aux réformistes ». Cette politique, dans une organisation révolutionnaire, n'a pu que se transformer en la construction de sectes dont les orientations politiques sont constituées pour justifier une existence organisationnelle séparée.

Concrètement, la minorité de l'Internationale, la Tendance pour une internationale révolutionnaire (Anticapitalisme et révolution, A&R, en France) s'est alliée d'abord avec les post-morénistes de Révolution permanente (branche française du PTS argentin), qui a fini par quitter le NPA en 2021 puis avec la fraction l'Étincelle, issue de Lutte ouvrière, et le courant

Démocratie révolutionnaire dans la « plate forme C » pour tenter de gagner la majorité du NPA au congrès de 2022... au détriment des principes et orientations historiques de notre courant.

DES DÉSACCORDS CROISSANTS

Les désaccords ont été croissants sur des questions fondamentales. Ainsi, l'analyse de la PF-C sur l'extrême droite reprend une série de positions erronées combattues par notre courant depuis les années trente: on ne devrait pas s'allier avec les partis de gauche, des « *partis éclopés et discrédités par leurs politiques passées* », l'extrême droite serait un parti bourgeois comme les autres. Leur analyse nie la spécificité du fascisme, avec les conséquences que nous en tirons en termes de défense de la démocratie bourgeoise et du front unique.

Concernant les oppressions, les désaccords sont très importants aussi. Ainsi, les camarades nous ont expliqué que « *notre objectif n'est pas de construire un mouvement et des luttes "autonomes", séparés des luttes de notre classe* » ou de « *construire des cadres organisationnels ad hoc, coupés du mouvement ouvrier* » (Bulletin intérieur du NPA n°2, novembre 2022, p. 25) et que notre orientation a pour objectif que « *notre classe prenne la tête des*

mobilisations » contre les oppressions. Tournant le dos au fait que, si nous ne séparons pas lutte des classes et mouvements autonomes, notre courant a toujours valorisé ces derniers en comprenant les contradictions qui existent à l'intérieur de la lutte des classes et pour dynamiser les combats du prolétariat. Ainsi, les camarades d'A&R rompent explicitement avec les positions programmatiques de la Quatrième Internationale qu'ils défendaient il y a quelques années. Ces désaccords ont mené ces courants à s'opposer, y compris au sein de l'organisation, à une série de mesures pour combattre les violences sexistes et sexuelles, et à se solidariser d'agresseurs, y compris un militant qui avait battu sa femme pendant 25 ans, pour, selon eux, s'opposer aux instrumentalisation du combat féministe.

Concernant la question nationale, A&R et ses alliés ont mené une politique contradictoire avec les orientations historiques des bolchéviks et de la IV^e Internationale. Ainsi, elle n'a affirmé que défiance vis-à-vis des directions en Grèce en 2010, en Catalogne en 2019, et actuellement en Ukraine et en Palestine, au lieu de défendre inconditionnellement les peuples opprimés, sans taire nos critiques sur leurs directions mais en les mettant au second plan. Concrètement, on peut lire dans leur presse de nombreuses critiques envers l'OLP et le Hamas¹ et Zelensky² mais rien sur le soutien à la résistance en Palestine et en Ukraine.

À cela s'ajoutent de grandes difficultés à penser de nouveaux phénomènes comme la crise climatique autrement que comme des façons de dénoncer le capitalisme, ou à considérer les classes sociales en dehors de l'image de l'ouvrier d'usine.

DES DÉSACCORDS INSOLUBLES SUR LE FRONT UNIQUE

Les désaccords sur le front unique sont persistants et profonds. En effet, les camarades ne se limitent pas à refuser par principe des accords durables, ou dans les élections, avec les réformistes. Il nous semble que de tels accords sont nécessaires, en raison du rapport de forces dégradé et de la faiblesse des courants révolutionnaires, et notre politique pour les élections législatives et les européennes en France va dans ce sens. Elle ne consistait absolument pas à renoncer à notre programme, mais à tenter de

nous lier aux dynamiques militantes et à contribuer à reconstruire la conscience de classe. Cette discussion est tactique et la position erronée de la PF-C pourrait être expliquée par une autre erreur, qui est leur illusion selon laquelle la crise du système produirait des radicalisations et des prises de consciences telles qu'il faudrait à tout prix se différencier des réformistes pour pouvoir les orienter.

Mais le désaccord est beaucoup plus profond et limite les possibilités d'actions pratiques communes. En effet, dans les mobilisations sociales, ils cherchent systématiquement à découper au sein des mouvements. Ainsi, alors que divers cadres unitaires existent sur la Palestine, ils construisent un cartel plus radical. Dans le mouvement des Gilets jaunes, ils ont souhaité construire un « pôle ouvrier », déniaient le caractère essentiellement prolétarien de cette mobilisation. Dans les luttes sur les retraites et des cheminots, ils ont construit des pseudo réunions interprofessionnelles découpées des assemblées générales locales, afin de ne regrouper que les secteurs radicaux. C'est selon nous une politique substitutiste et antidémocratique. Cette politique prend sa source dans une conception sectaire résumée ainsi par les camarades : « où est cette prétendue "gauche de combat" sinon... à l'extrême-gauche ? » (BI du NPA, sept 2022, p. 24). Il n'y aurait donc non seulement pas de possibilité de front unique, mais pas de réelle possibilité d'unité dans les luttes non plus... à part avec l'extrême gauche.

Ces orientations erronées sont liées à un désaccord profond, à leur incompréhension du fait que la conscience est spontanément réformiste et que c'est dans l'action qu'elle évolue. Ce désaccord a pour conséquence une surévaluation du degré de séparation nécessaire pour les révolutionnaires

vis-à-vis des réformistes : pour convaincre, l'essentiel serait de diffuser nos idées, et les masses seraient illuminées par nos discours. Alors qu'en réalité, nous avons un besoin vital de nous lier à la conscience réelle des masses et à utiliser tous les leviers nécessaires pour mettre en mouvement le prolétariat. Le front unique, de la base aux sommets, est une méthode fondamentale pour nous, tant pour les luttes immédiates, la résistance face à l'extrême droite et aux politiques bourgeoises, que pour notre projet révolutionnaire et écosocialiste. Les camarades n'ont eu de cesse de combattre les politiques de front unique que nous avons proposées, et sont aujourd'hui identifiées comme des sectaires, n'intervenant dans les luttes que pour s'y construire, alors que notre courant a mis des décennies à être considéré comme étant capable de combiner la défense de ses orientations propres avec une grande ouverture et une grande utilité pour toutes les luttes... Difficile de résister à partager une illustration de tout cette conception : « Dans le passé, d'ex-trotskyistes aujourd'hui oubliés ont décroché des strapontins de ministres, après avoir dissout des sections de la IV^e Internationale dans de prétendus "partis larges" qui ont surtout servi de tremplin à de bien piètres ambitions. » (BI du NPA, avril 2021, p. 5)

DES DÉSACCORDS IMPOSSIBLES À GÉRER DANS UNE ORGANISATION COMMUNE

Chacun de ces désaccords pourrait être discuté et gérable dans une même organisation. Mais leur addition et leur systématisation ont abouti à la



construction par les groupes organisés en fraction publique permanente (A&R, l'Étincelle, Démocratie révolutionnaire... ou la Tendance pour une internationale révolutionnaire), de fait, d'organisations séparées du NPA, avec d'autres objectifs à court terme comme à moyen terme et des pratiques organisationnelles propres aux petits groupes identitaires organisés. Les désaccords entre nous ont été caricaturés dans une fuite en avant qui mène à se différencier à tout prix de ce qu'elles considèrent être notre opportunisme, notre « ambiguïté vis-à-vis des réformistes » ou notre supposé refus de construire un parti révolutionnaire.

Pourtant, leur prétendue orthodoxie est une rupture avec le ciment de nos organisations, de l'expérience des débuts de la III^e Internationale et de l'histoire de la IV^e Internationale. Leur justification est classique des remises en cause des acquis des marxistes révolutionnaires: la situation aurait changé, les partis de gauche n'auraient plus rien à voir avec des organisations ouvrières des années trente. Alors que, malheureusement et en réalité, la dégradation des rapports de force et de la conscience de classe rend encore plus importantes encore les orientations classiques de notre courant.

Ce renoncement à nos positions les conduit donc à considérer que la majorité du NPA, comme celle de la IV^e Internationale, sont des courants opportunistes, au mieux centristes. Il en a découlé une sorte d'entrisme, de combat frontal et permanent contre la majorité du parti nationalement et localement, une action visant à profiter du petit rayonnement du NPA pour regrouper des sympathisant-es de façon séparée, les former sur leur orientation dans une activité séparée du reste du parti. Dans une bataille politique fractionnelle où tous les coups seraient permis. Ainsi, A&R s'est alliée avec Révolution permanente puis l'Étincelle pour combattre et écarter les jeunes se retrouvant sur nos positions dans le secteur jeune du NPA. Puis pour combattre la campagne Poutou, réclamant un autre candidat – Poutou étant accusé de vouloir faire une campagne liée aux réformistes – puis refusant d'aller chercher les parrainages nécessaires à la présentation du candidat pendant plusieurs mois... pour ensuite faire semblant d'avoir été les

plus grands artisans de cette campagne et la prendre pour modèle contre notre politique unitaire pour les élections législatives! Toute discussion est impossible dans ces conditions.

Le dernier congrès a été structuré par trois plates formes: la B regroupait nos camarades, la C rassemblait les fractions A&R, l'Étincelle et Démocratie révolutionnaire, et la A des camarades proches de nous sur de nombreuses questions mais opposé-es à la séparation. Dans la préparation du congrès, la PF-C a recruté des sympathisant-es ne connaissant pas les débats, sur des cotisations symboliques, pour renforcer leurs positions dans le congrès. Dans la continuité, pendant plus de dix ans, d'un fonctionnement séparé, public, avec des directions parallèles, des cotisations parallèles, des publications parallèles (tracts, journaux, sites internet, réseaux sociaux...), etc. C'est pour cette raison que nous avons posé un ultimatum: soit les camarades acceptaient d'arrêter de fonctionner en fractions publiques permanentes, pour revenir à un fonctionnement normal, soit nous allions procéder à une séparation de l'organisation. Cette discussion a eu lieu pendant plusieurs mois, et nous l'avons finalement mise à exécution devant le refus des camarades.

ET MAINTENANT

Il faut se représenter concrètement en quoi consiste une organisation si divisée pendant tant d'années, avec des instances bloquées, qui sont le lieu d'insultes répétées, de rapports militants violents, d'une incapacité à élaborer collectivement. Nous avons de notre côté porté l'essentiel de la charge nécessaire pour faire vivre une organisation commune le plus longtemps possible. Nous avons assuré la présence et l'existence publique du NPA (presse, site, expression politique) cherchant à maintenir dans le parti des dizaines de camarades ne supportant plus une telle paralysie et un tel climat mais c'était devenu impossible. Et la séparation n'a en réalité été que prendre acte de la situation dans laquelle nous étions, celle d'organisations séparées qui utilisaient le même nom sans avoir la moindre solidarité.

Peu après le congrès, la majorité des camarades de la PF-A, la troisième tendance présente dans les débats préparatoires au dernier congrès, partageant nos propositions pour un fonctionnement démocratique du parti, nous a rejoints dans ce projet de continuer à construire ensemble

le NPA. Mais la PF-C explique que nous aurions quitté le congrès, que nous aurions donc quitté le NPA. Nous avons séparé le congrès dans deux salles différentes, pour éviter l'impasse et une éventuelle confrontation physique. Et nous représentons de toute évidence la continuité politique du NPA et la majorité des délégué-es (PF-B + PF-A) présent-es au congrès).

Aujourd'hui, nous discutons pour tenter d'organiser concrètement la séparation. Nous considérons que notre groupe représente la continuité politique et organisationnelle du NPA, puisque la plupart des membres dirigeants de la PF-C n'ont même pas voté les principes fondateurs de l'organisation, et n'ont pratiquement rien fait pour la faire vivre. Nous souhaitons que l'accord de séparation reflète cet état de fait.

Pour clore ce texte, il faut aussi parler des possibilités de réunifier les différents groupes se reconnaissant dans la IV en France. La situation en France, marquée par la pression politique croissante de l'extrême droite et l'éclatement de la NUPES, remet à l'ordre du jour la nécessité du regroupement militant des anticapitalistes et des révolutionnaires. Nous sommes partie prenante et à l'initiative de cadres allant dans ce sens tout en construisant des fronts unitaires. Nous sommes tout à fait ouverts à en discuter avec les autres cadres regroupant des membres de la IV en France... si les pratiques convergent, si les discussions ne se résument pas – comme c'est le cas avec la PF-C – à faire un pseudo tri entre opportunistes et révolutionnaires. Ce qui semble aujourd'hui plus facile avec la Gauche écosocialiste ou avec Ensemble qu'avec la PF-C, toujours prête à dénoncer les membres de notre NPA comme ceux qui voudraient « convaincre leurs amis de gauche de leur céder quelques strapontins »³. □

***Antoine Iarrache, Christian Varquat, Christine Poupin et Penelope Duggan sont membre du Comité exécutif du NPA et du Comité international de la IV^e Internationale.**

1) « L'OLP, d'une organisation de lutte au rôle de gestionnaire de la misère » et « Le Hamas au pouvoir: un gouvernement capitaliste, rentier et autoritaire, sous-produit de l'oppression israélienne », 8 novembre 2023.

2) Lire la fin du texte « Guerre d'Ukraine, une catastrophe pour les peuples jouets et otages des grandes puissances », le 13 septembre 2023, par exemple...

3) Communiqué de la PF-C, 17 janvier 2024, « Philippe Poutou et Olivier Besancenot: du "travailler avec la FI", à "l'avancée" vers la Nupes, où vont-ils ? ».

La libération animale : un projet communiste

PAR LA COMMISSION COMMISSION CAUSE ANIMALE DU NPA

Donner sa place à la libération animale dans le projet de socialisme du XXI^e siècle dont le NPA se veut l'outil est la tâche que se fixe sa nouvelle commission cause animale.

Chaque jour, en moyenne, 3,4 millions d'animaux terrestres et aquatiques issus d'élevages français sont abattus¹. À ce décompte macabre s'ajoutent les animaux morts en cours d'élevage – un phénomène occulté mais répandu² – ou lors de parties de chasse (60 000 en moyenne par jour³); mais aussi les animaux sauvages, notamment aquatiques, capturés et tués (483 000 tonnes⁴ de poissons et crustacés en 2023 – chiffre qui, par extrapolation des données du poids moyen par espèce représenterait plusieurs millions d'individus chaque jour⁵).

Cette forme extrême de domination, qui implique le droit d'user d'une vie et de la détruire, ne peut plus laisser indifférent un parti comme le NPA, qui se dit porteur de « *l'espoir d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions* »⁶ – sauf à considérer que les autres animaux sont « *non pas des êtres mais des choses, non pas des acteurs mais le décor, des ressources à portée de main* »⁷, ou que les relations entre animaux humains et non humains ne sont que des rapports de prédation dont il serait impossible de se défaire parce que, notamment, notre alimentation ne pourrait s'en passer.

REFUSER DES PRÉSUPPOSÉS NON MATÉRIALISTES

Un tel raisonnement serait en parfaite contradiction avec notre prétention à « *réconcilier l'être humain et la nature* »⁸ dans laquelle les autres animaux sont (un peu vite) rangés, et surtout avec le matérialisme dont nous nous réclamons. Ce serait nier les connaissances scientifiques sur le comportement et la conscience des animaux; nier l'une des particularités des groupes humains, à savoir

leur capacité à s'autodéterminer, à tester des organisations sociales et à en changer⁹ et donc nier les possibilités d'une vie sans exploitation animale; nier que cette dernière est surtout utile aux profits des capitalistes et totalement encadrée dans les rapports bourgeois de propriété et de production.

Refuser l'exploitation, la domination, l'appropriation, c'est aussi combattre des rapports sociaux qui impliquent coercition, commandement et subordination mais également essentialisation, assignation et infériorisation des groupes dominés du fait de différences réelles ou supposées de capacités. Argumenter pour ne pas faire entrer les animaux dans le champ de notre considération politique revient à postuler l'infériorité biologique et sociale des animaux non humains du seul fait qu'ils ne soient pas humains, à défendre une hiérarchisation des espèces animales avec l'être humain au sommet. Nous estimons pour notre part qu'aucune forme d'exploitation n'est tolérable et que toutes doivent être combattues, sans sélection. Ce serait aussi accepter, nous y reviendrons, que la société continue à employer des travailleuses aux tâches de mise à mort dans des conditions effroyables.

LES ANIMAUX SONT DES ÊTRES SENTIENTS RENDUS TUABLES

Assumer jusqu'au bout notre matérialisme, c'est prendre en compte les apports scientifiques, issus notamment de la théorie de l'évolution, de l'éthologie contemporaine (la science qui étudie les comportements des autres animaux) et des neurosciences. Quelques enseignements peuvent en être tirés :

1) Il n'existe ni supériorité biologique humaine ni essence catégoriquement distincte entre les humains et les autres animaux. Les différences intervenues sur le plan de l'évolution biologique et sur le plan socio-historique ne retirent pas aux êtres humains leur qualité d'être animal. Il n'est pas possible d'établir une hiérarchie nette et absolue concernant nos caractéristiques communes et l'être humain n'est pas l'aboutissement de l'évolution.

2) Les animaux ne sont pas des automates obéissant à leurs instincts, réagissant mécaniquement à des stimuli extérieurs et pouvant être conditionnés. Beaucoup d'animaux possèdent des processus mentaux tels que l'évaluation des actions des autres en lien avec les siennes. Ils ont la mémoire des actions et de leurs conséquences. Ils sont capables de résoudre des problèmes complexes par le raisonnement, d'apprendre, de changer de comportement par l'expérience. Ils peuvent créer des outils, transmettre des savoirs. Ils ont des émotions, souffrent, éprouvent des désirs, développent des liens sociaux et affectifs avec d'autres membres de leur espèce ou d'espèces différentes.

3) Plus encore, d'autres animaux possèdent les structures cérébrales équivalentes à celles des êtres humains, leur conférant un degré variable de conscience (faculté mentale de concevoir sa propre existence) et la capacité de se livrer à des comportements intentionnels. Cette conclusion fait l'objet d'un consensus matérialisé par la signature, le 7 juillet 2012, de la



Déclaration de Cambridge lors d'une conférence de neuroscientifiques sur la conscience des animaux humains et non humains.

Ces avancées ont permis de préciser le contenu du concept de sentience, définie comme la « *capacité à ressentir les émotions, la douleur, le bien-être et à percevoir de façon subjective son environnement et ses expériences de vie* »¹⁰. Ce concept va au-delà de la sensibilité et possède une dimension subjective consciente, positive ou négative. Il ne se limite pas non plus à la souffrance et permet une critique de la philosophie utilitariste, qui s'est servie de cet argument pour discuter du statut moral des animaux¹¹.

Aujourd'hui, le débat ne porte plus sur les preuves de la sentience mais sur les espèces concernées, à des degrés divers : l'ensemble des vertébrés (mammifères, oiseaux, batraciens, amphibiens, reptiles, poissons...), les mollusques céphalopodes (poulpes, calamars...), les crustacés décapodes (crabe, crevettes...) – le cas des arthropodes (insectes, araignées...), des mollusques bivalves, des méduses faisant encore l'objet de controverses.

La société désigne donc par le terme « animaux » des individus en réalité sentients, ensuite transformés en objets appropriables. Puisqu'il

n'a pas de fondement scientifique, ce mécanisme de différenciation, d'« animalisation » des animaux eux-mêmes, ne peut être que social : c'est lui qui permet de les rendre « *méprisables, appropriables, exploitables, tuables.* »

L'EXPLOITATION CAPITALISTE DES ANIMAUX

Ce phénomène n'est pas propre à la société capitaliste mais celle-ci lui donne une forme particulière, que l'on peut appréhender en comparant le rapport des salarié-es et des animaux au capital et à la propriété.

Dans le cas des salarié-es, c'est la force de travail, source de survalueur, qui est appropriée et laissée pendant une fraction de la journée à disposition du capital. Chaque salarié-e s'y soumet lors du processus du travail un temps donné, mais reste juridiquement libre.

Qu'ils soient utilisés pour leur force physique ou dans le cadre de tests, ou élevés, les animaux sont « mis au travail » au service du capital également. Mais ils ne vendent pas leur force de travail et ne produisent pas de plus-value. Ce qui est approprié, c'est leur existence corporelle même. D'autres modalités de coercition, qui ne reposent pas seulement sur l'aptitude à travailler, sont mises en œuvre. Il s'agit non seulement de dresser les animaux, de les contraindre à

travailler de manière régulière et efficace, de briser leur autonomie ; mais aussi de programmer la totalité de leur existence, de leur naissance à la date de leur mise à mort sans rapport avec leur espérance de vie, en passant par les rythmes de reproduction et les conditions d'élevage.

L'assujettissement des animaux se réalise alors, comme

l'expliquent Dario Manni et Marco Maurizi¹³ non par le processus de travail mais par la violence directe et brutale :

- en tant que moyen de production (ou, en termes marxistes, comme capital constant) ;

- mais aussi, pour les animaux tués pour être consommés, en tant que résultat du processus de production, ce qu'ils nomment l'« *animal-marchandise* ».

Selon eux, cet assujettissement n'est pas lié à la satisfaction des besoins humains mais à l'expansion du capital dans sa recherche de profit, puisque c'est elle qui détermine le mouvement général de l'économie.

Il n'échappe pas, poursuivent-ils, au phénomène de fétichisation, qui consiste à ne plus voir les relations sociales (entre les êtres humains et les animaux d'une part ; mais aussi entre êtres humains à travers l'exploitation des salarié-es des abattoirs) que contiennent les produits issus d'animaux, comme toute marchandise. Ce « *fétiche de l'animal-marchandise* » conduit à dissimuler la violence à l'égard des animaux, à effacer leurs caractéristiques et notamment leur capacité à souffrir, à les réduire à l'état de matière première d'objets utiles au quotidien, de source de nutriments ou de vecteur de plaisir gustatif.

Ne pas intégrer à notre critique du capitalisme la façon dont celui-ci utilise l'exploitation des animaux comme source majeure de profit, ne pas inclure les animaux dans notre projet émancipateur serait céder à ce fétichisme. Or les rapports que nous entretenons dans la société actuelle avec les animaux sont bien l'expression de rapports économiques bourgeois : si les animaux sont des marchandises, c'est parce qu'existent des rapports de production et d'échange fondés sur la propriété privée des moyens de production et qu'il y a des exploitateur-euses et des exploités-es. C'est donc la classe sociale dominante et non l'espèce humaine qui, dans son intérêt, exploite les animaux¹⁴, et c'est elle qui commande à certain-es travailleur-euses de les tuer.

LA QUESTION DES ABATTOIRS

La transformation des corps des animaux requiert l'exploitation de travailleur-euses fournissant la force de travail nécessaire, mais aussi la

	Espérance de vie	Âge d'abattage
Cochon (viande)	15 à 20 ans	6 mois
Truies (reproduction)	15 à 20 ans	3 ans
Moutons (viande)	10 à 12 ans	1 à 10 mois
Lapins	9 ans	73 jours
Veaux	20 ans	6 mois
Vaches (lait)	20 ans	8 ans
Poules pondeuses	8 ans	17 mois
Poussins mâles issus de poules pondeuses	8 ans	1 jour
Poulets	8 ans	6 à 12 semaines
Dindes	10 ans	84 à 128 jours
Chèvres (lait)	15 à 18 ans	4 ans
Canards (viande)	15 à 20 ans	68 à 82 jours
Canards (foie gras)	15 à 20 ans	83 jours
Truites	7 ans à 20 ans	10 à 30 mois

dissimulation des activités d'abattage et de production. L'élevage capitaliste n'a en effet aucun intérêt à ce que les consommateur-trices soient exposés-es à la brutalité que l'on impose aux animaux : iels pourraient éprouver empathie et solidarité. C'est pourquoi les abattoirs, au nombre de 960 en France, sont isolés et masqués aux regards dans les campagnes.

Le rappel de leur existence se fait sur la route où l'on croise les camions qui y transportent les futures victimes entassées dans des remorques à barreaux. À leur arrivée, les animaux comprennent leur sort, hurlent, se débattent. Leur intégration dans la chaîne de production se fait de leur vivant. Au prétexte de limiter les souffrances lors de leur mise à mort, on peut les électrocuter, les asphyxier, leur perforer le crâne puis les pendre à des crochets plantés dans leur chair avant de les égorger pour les vider de leur sang. Aucune de ces pratiques n'est indolore et ne permet de garantir la mort instantanée. Quant aux poissons, ils meurent par suffocation après une agonie pouvant durer jusqu'à quatre heures.

La souffrance subie par les travailleur-euses de ces usines à tuer constitue un angle mort. Car les abattoirs sont bien des usines, bruyantes, sales et puantes, dont la production organisée en 3x8 se fait à la chaîne à une cadence infernale. 90 % des travailleurs/ses d'abattoirs souffrent de troubles musculosquelettiques¹⁵. Au poste d'abattage, le risque d'accident du travail est quatre fois supérieur à la moyenne nationale¹⁶. L'acte de tuer est en lui-même source de souffrance psychologique. La détresse que vivent les employé-es des abattoirs se traduit par de nombreux troubles tels que l'anxiété, la paranoïa, la dissociation, la dépression, le stress post-traumatique. Les abattoirs sont aussi isolés des organisations syndicales. Le turn-over y est extrêmement élevé et les abattoirs ont recours à l'intérim, à des personnes immigrées et souvent sans-papiers. Ces travailleur-euses dont les capacités à s'organiser sont sapées par leur précarité, leur méconnaissance de la législation ou de la langue du pays en sont exploité-es d'autant plus violemment.

UNE EXPRESSION DU COMMUNISME

De manière différente, animaux et travailleur-euses sont asservi-es par

le capital. Il existe un intérêt commun à nous en libérer, à ce que les structures de la société soient changées en profondeur, pour que les forces productives ne soient plus utilisées au profit d'une minorité mais soient développées au bénéfice de toutes et tous.

Le fait que les animaux ne soient pas une classe sociale n'est pas un critère. Le prolétariat ne se bat pas seulement pour sa part de richesse, mais pour remettre en cause l'organisation de la société et les rapports entre cette organisation et la vie sur la planète, y compris celle des animaux. Ceux-ci ont aussi des intérêts subjectifs auxquels devraient correspondre des libertés et des droits leur restituant leur corps, leur autonomie, leur qualité d'êtres sentients échappant au mode de production et d'échange capitaliste. Nous revendiquons une « *égalité de considération des intérêts* », par-delà l'appartenance à des espèces différentes¹⁷. Cette lutte pour l'égalité est pour nous une des expressions du communisme. Il s'agit d'établir la présence des animaux dans le monde en leur retirant leur statut de marchandise, de moyen de production, de bien de consommation.

La prise en compte de ces intérêts permettrait de cesser de voir les animaux en victimes passives de l'exploitation et de remettre en cause radicalement les économies humaines, fondées sur l'appropriation collective des moyens de production et des terres agricoles, pour une alimentation sans animaux socialement planifiée.

Réciproquement, nous ne concevons pas de société qui ignorerait toutes les formes d'interaction sociale, et pas seulement celles des êtres humains entre eux. Nous ne voulons plus d'une histoire occultée qui s'écrit chaque jour en lettres de sang, pour paraphraser Marx. Notre solidarité repose sur la



conscience qu'il existe une condition partagée et des modalités de domination communes – et sur l'empathie qui en découle. □

1) Chiffres disponibles sur l214.com

2) Libération, « Dans les élevages industriels, l'état de mortalité », 10 et 11 novembre 2021.

3) Libération, « Chasse - 22 millions d'animaux tués par an », 10 et 11 novembre 2021.

4) FranceAgrimer, Chiffres-clés des filières pêche et aquaculture en France en 2023.

5) Pour des précisions sur le calcul: Alison Mood, « Combien de poissons sont pêchés par an ? », Cahiers antispécistes n°34, janvier 2012.

6) Principes fondateurs du NPA, page 12.

7) Baptiste Morizot, Manière d'être vivants, Actes Sud, 2022.

8) Principes fondateurs du NPA, page 6.

9) David Graeber et David Wengrow, Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité, 2021

10) Définition du dictionnaire des éditions Larousse.

11) Jeremy Bentham, Introduction aux principes de la morale et de la législation, 1789 : « La question n'est pas : peuvent-ils raisonner ? ni : peuvent-ils parler ? mais : peuvent-ils souffrir ? ».

12) Axelle Payoust-Braure et Yves Bonnardel, Solidarité animale, La Découverte, 2020, page 47.

13) Dario Manni et Marco Maurizi, « Animaux et capital », Comune-Info, 13 mai 2023.

14) Voir Bündnis Marxismus und Tierbefreiung, 18 theses on Marxism and animal liberation, août 2018.

15) « Le rapport censuré sur les abattoirs bretons », 6 février 2017, Geoffrey Le Guilcher, Streepress.

16) Document « filière viande » de l'INRS.

17) Axelle Payoust-Braure et Yves Bonnardel, op. cit., page 42.

8 mars en France : un vent d'espoir dans un contexte de guerre et de reflux des mobilisations



Manifestation pour les droits de femmes, Paris, 8 mars 2024. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

PAR LA COMMISSION D'INTERVENTION
FÉMINISTE DU NPA

De par son dynamisme et son caractère massif, la journée internationale de lutte pour les droits des femmes et des minorités de genre a été porteuse d'un nouvel élan dans le combat pour l'émancipation sociale.

Une nouvelle vague de féminisme semble se dégager à partir de l'émergence de mobilisations puissantes ayant eu lieu dans différents pays du monde, l'Argentine, le Mexique, l'Espagne, la Pologne ou encore l'Iran. Leur force consiste en la capacité à faire converger des revendications hétérogènes dans une critique structurelle du système de domination capitaliste et patriarcal où les deux entités sont étroitement enchevêtrées.

LES VSS AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LA DOMINATION PATRIARCALE

Le mouvement #MeToo, qui a permis de faire avancer les consciences contre les violences sexistes et sexuelles dans le monde entier, continue à résonner et à secouer l'ordre patriarcal. Le 8 mars a donc été également l'occasion pour porter une parole collective forte capable de balayer les siècles de silence autour des féminicides et des violences subies par les femmes. Dans les coulisses du monde du cinéma, dans les lieux de travail comme dans les partis politiques, la libération de la parole des opprimés fait trembler tout un système sexiste de gestion du pouvoir trop longtemps normalisé et banalisé. La dénonciation des violences devient alors un nœud crucial du combat féministe en raison du rôle qu'elles endossent dans la reproduction des relations de domination patriarcale.

UNE VAGUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE FACE AU GÉNOCIDE EN PALESTINE

Les manifestations du 8 mars ont réussi à mobiliser largement dans un contexte marqué par la défaite du mouvement des retraites et la relative faiblesse des structures qui se mobilisent au niveau national pour dénoncer le génocide en Palestine. Une forte solidarité internationaliste contre la barbarie de l'attaque coloniale de l'État d'Israël s'est exprimée dans les rues. Les cortèges solidaires de la cause des femmes palestiniennes ont été très visibles et dynamiques. Cela a permis de réaffirmer l'importance d'un mouvement des femmes international et autonome qui s'oppose à l'ordre social capitaliste, impérialiste et patriarcal.

LA GRÈVE FÉMINISTE REVITALISE LES RÉPERTOIRES DU MOUVEMENT OUVRIER

« Nous nous mettons en grève pour dénoncer le capital qui exploite nos économies informelles, précaires et intermittentes » : c'est avec ces mots que l'appel à la grève féministe internationale a été lancé en Argentine en 2017. Sept ans après, la grève féministe a fait son chemin et s'est imposée dans les cadres syndicaux, politiques et associatifs. Il s'agit d'une énorme victoire du mouvement féministe qui, à travers l'appropriation du principal outil de lutte de la classe ouvrière, arrive à formuler une critique structurelle de la société capitaliste contemporaine, capable d'articuler le travail reproductif non rémunéré des femmes et l'exploitation de la

main-d'œuvre, les violences économiques et coloniales et leurs intersections avec les violences patriarcales.

Dans un contexte de reflux des luttes sociales, les femmes arrachent l'introduction de la liberté de recourir à l'IVG dans la Constitution. Si cette conquête n'est pas totalement satisfaisante, on parle en effet de « liberté » et non pas de « droit » et les politiques de démantèlement de l'hôpital public ne semblent pas garantir un accès concret, il s'agit tout de même d'une victoire historique du féminisme qui, depuis les années 1960, a fait du droit à disposer de son corps l'un de ses principaux combats.

« Femme, vie, liberté » : le slogan des femmes kurdes, scandé pendant la mobilisation en Iran, constitue à la fois un projet d'émancipation sociale et une consigne stratégique incontournable. Nous ne pouvons pas envisager une société libre sans agir en même temps pour libérer les femmes et les personnes LGBTI de l'oppression.

Au fur et à mesure que les luttes des femmes grandissent, leurs revendications acquièrent une dimension de plus en plus transversale aux différentes sphères, du droit à l'égalité dans le travail au droit à disposer de son corps, en passant par la construction d'un rapport des forces dans le contexte de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. La vivacité de cette journée internationale et son caractère massif montrent à quel point le combat des femmes est crucial dans les processus de transformation révolutionnaire de la société. □